

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 894 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1982

- 8 nov. — Décret n° 82-232 ordonnant la publication de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée lors de la dix-huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA signée par le Togo le 26 février 1982 à Addis-Abéba. 2
Le texte de la charte. 3
- 22 nov. — Décret n° 82-234 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef traditionnel 10
- 22 nov. — Décret n° 82-235 relatif la fermeture de la campagne d'achat des arachides récolte 1981-82 11
- 24 nov. — Décret n° 82-236 portant nomination de conseillers à la cour d'appel. 11
- 24 nov. — Décret n° 82-237 portant nomination du vice-président du tribunal de première instance de Lomé 11
- 24 nov. — Décret n° 82-238 portant nomination d'un directeur de cabinet au ministère du plan et de la réforme administrative 11
- 1er déc. — Décret n° 82-239 portant convocation de l'assemblée nationale en session extraordinaire. 12
- 2 déc. — Décret n° 82-240 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du café et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1982-83. 12

- 2 déc. — Décret n° 82-241 fixant la date d'ouverture de la campagne et les conditions d'achat du coton hirsutum et barbadense de la récolte 1982-83 13
- 2 déc. — Décret n° 82-242 relatif à l'ouverture de campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1982-83 14
- 2 déc. — Décret n° 82-243 portant nominations aux institutions de l'Union monétaire ouest africain (U.M.O.A.). 15
- 2 déc. — Décret n° 82-244 portant nomination de représentants de la République togolaise auprès d'organismes financiers internationaux. 16

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Arrêtés et décisions portant promotion dans les forces armées togolaises. 16

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

- 1982
- 25 oct. — Décision n° 1501-MEF-FCS accordant une subvention au centre hospitalier et universitaire (C.H.U.) de Lomé. 17
- 25 oct. — Décision n° 1505-MEF-FCS accordant une subvention au réseau des chemins de fer du Togo. 17
- 25 oct. — Décision n° 1507-MEF-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre de formation bancaire du Togo. 17
- 25 oct. — Décision n° 1508-MEF-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union interparlementaire (U.I.) 17
- 25 oct. — Décision n° 1509-MEF-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la représentation permanente de la FAO au Togo 17
- 2 nov. — Décision n° 1554-MEF-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau régional de l'alliance coopérative internationale pour l'Afrique de l'ouest (ACIAO). 17
- Arrêté portant nomination. 17

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1982		
27 sep. — Arrêté n° 1417-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	18	
27 sep. — Arrêté n° 1418-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	18	
27 sep. — Arrêté n° 1432-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	18	
27 sep. — Arrêté n° 1433-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	18	
27 sep. — Arrêté n° 1434-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	18	
1er oct. — Arrêté n° 1442-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	19	
5 oct. — Arrêté n° 1449-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	19	
5 oct. — Arrêté n° 1450-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	19	
5 oct. — Arrêté n° 1451-MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	20	
5 oct. — Arrêté n° 1452-MTFP portant promotion dans le corps du personnel des douanes.	20	
5 oct. — Arrêté n° 1453-MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	20	
5 oct. — Arrêté n° 1454-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de la navigation aérienne.	20	
5 oct. — Arrêté n° 1455-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	20	
5 oct. — Arrêté n° 1477-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	20	
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement et licenciement.	21	

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES

1982		
18 oct. — Décision n° 249-METOD-RS-MEPDD fixant les dates des examens et concours pour l'année scolaire 1982-1983.	32	

DIVERS

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1982		
16 sep. — Arrêté n° 333-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Aboussi Toi.	33	
17 sep. — Arrêté n° 334-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Attikossi Tèjeh (Etienne).	33	
17 sep. — Arrêté n° 338-MEF-CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Atakpamé Koffi (Victor).	34	
17 sep. — Arrêté n° 339-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yao Kabissi.	34	
17 sep. — Arrêté n° 340-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Koudoro Kokou (Phamphile).	34	
6 oct. — Arrêté n° 384-MEF-CR portant révision de la pension de retraite de M. Djagba Massa Atouga.	34	
6 oct. — Arrêté n° 385-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Atangbé Bawa.	34	
6 oct. — Arrêté n° 386-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Atayi Ayélé (Imelda) née d'Almeida.	35	
6 oct. — Arrêté n° 387-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Manikpa Agbanté.	35	
18 oct. — Arrêté n° 418-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adabi Adam.	36	
18 oct. — Arrêté n° 419-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tagba Kao.	36	
18 oct. — Arrêté n° 421-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kalakassi Badaya.	36	
18 oct. — Arrêté n° 423-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Malakimbo Kpézou.	36	

18 oct. — Arrêté n° 424-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atakora Kpélou.	37
18 oct. — Arrêté n° 425-MEF-DOM portant attribution définitive du titre foncier n° 514 du territoire du Togo à M. (Ben) Welbeck.	37
25 oct. — Arrêté n° 428-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houédakor Agbogbo Daté.	37
25 oct. — Arrêté n° 429-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gadoglo Agossou.	38
25 oct. — Arrêté n° 430-MEF-CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Yoma Miniwa.	38
25 oct. — Arrêté n° 431-MEF-CR portant concession d'une pension de veuve à l'ayant-cause de M. Tossav, Djossouvi (Henri).	39
25 oct. — Arrêté n° 432-MEF-CR portant concession d'une pension de veuve à l'ayant-cause de M. Talon Lucien.	39
27 oct. — Arrêté n° 433-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Lack Komi Esénam.	39
29 oct. — Arrêté n° 434-MEF-CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Fagbignon Adjélé (Victorine).	39
3 nov. — Arrêté n° 437-MEF-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de Wilson Adjévi (Godfroid).	39
Arrêtés portant approbation de rôles.	40

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture de carburants pour la commune de Lomé).	40
Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage)	40
Avis de perte de titre foncier	47

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 82-232 du 8 novembre 1982 ordonnant la publication de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, adoptée lors de la dix-huitième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA et signée par le Togo le 26 février 1982 à Addis-Abéba.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Vu la Constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 82-12 du 19 octobre 1982 autorisant la ratification de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée lors de la dix-huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et signée par le Togo le 26 février 1982 à Addis-Abéba.

D E C R E T E :

Article premier La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée lors de la dix-huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et signée par le Togo le 26 février 1982 à Addis — Abéba et dont les instruments de ratification ont été déposés le 22 novembre 1982 sera publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 8 novembre 1982

Général G. Eyadéma

CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES
PREAMBULE

Les Etats africains membres de l'OUA, parties à la présente charte qui porte le titre de « Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples »,

Rappelant la décision 115 (XVI) de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, en sa seizième session ordinaire tenue à Monrovia (Libéria) du 17 au 20 juillet 1979, relative à l'élaboration d'un avant-projet de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, prévoyant notamment l'institution d'organes de promotion et de protection des Droits de l'Homme et des Peuples » ;

Considérant la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, aux termes de laquelle, la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains » ;

Réaffirmant l'engagement qu'ils ont solennellement pris à l'Article 2 de ladite Charte, d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique, de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, de favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; ,

Tenant compte des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits de l'Homme et des Peuples ;

Reconnaissant que d'une part, les droits fondamentaux de l'être humain sont fondés sur les attributs de la personne humaine, ce qui justifie leur protection internationale et que d'autre part la réalité et le respect des droits du peuple doivent nécessairement garantir les droits de l'homme ;

Considérant que la jouissance des droits et libertés implique l'accomplissement des devoirs de chacun ;

Convaincus qu'il est essentiel d'accorder désormais une attention particulière au droit au développement ; que les droits civils et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux et culturels, tant dans leur conception que dans leur universalité, et que la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels garantit la jouissance des droits civils et politiques ;

Conscients de leur devoir de libérer totalement l'Afrique dont les peuples continuent à lutter pour leur indépendance véritable et leur dignité et s'engageant à éliminer le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le sionisme, les bases militaires étrangères d'agression et toutes formes de discrimination, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'opinion politique.

Réaffirmant leur attachement aux libertés et aux droits de l'homme et des peuples contenus dans les déclarations, conventions et autres instruments adoptés dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine, du Mouvement des Pays Non-Alignés et de l'Organisation des Nations Unies ;

Fermement convaincus de leur devoir d'assurer la promotion et la protection des droits et libertés de l'homme et des peuples, compte dûment tenu de l'importance primordiale traditionnellement attachée en Afrique à ces droits libertés,

Sont convenus de ce qui suit :

Première partie : DES DROITS ET DES DEVOIRS

CHAPITRE I

Des droits de l'homme et des peuples

ARTICLE PREMIER

Les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, parties à la présente Charte, reconnaissant les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer.

ARTICLE 2

Toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la présente Charte sans distinction aucune, notamment de race, d'ethnie, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

ARTICLE 3

1. Toutes les personnes bénéficient d'une totale égalité devant la loi.

2. Toutes les personnes ont droit à une égale protection devant la loi.

ARTICLE 4

La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne. Nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit.

ARTICLE 5

Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdites.

ARTICLE 6

Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté sauf pour des motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi, en particulier nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement.

ARTICLE 7

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue.

Ce droit comprend :

a) le droit de saisir les juridictions nationales compétentes de tout acte violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus et garantis par les conventions, les lois, règlements et coutumes en vigueur ;

b) le droit à la présomption d'innocence, jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une juridiction compétente ;

c) le droit à la défense, y compris celui de se faire assister par un défenseur de son choix ;

d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale.

2. Nul ne peut être condamné pour une action ou pour une omission qui ne constituait pas, au moment où elle a eu lieu, une infraction légalement punissable. Aucune peine ne peut être infligée si elle n'a pas été prévue au moment où l'infraction a été commise. La peine est personnelle et ne peut frapper que le délinquant.

ARTICLE 8

La liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion, sont garanties. Sous réserve de l'ordre public nul ne peut être l'objet de mesures de contrainte visant à restreindre la manifestation de ces libertés.

ARTICLE 9

1. Toute personne a droit à l'information.

2. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements.

ARTICLE 10

1. Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29.

ARTICLE 11

Toute personne a le droit de se réunir librement avec d'autres. Ce droit s'exerce sous la seule réserve des restrictions nécessaires édictées par les lois et règlements, notamment dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté d'autrui, de la santé, de la morale ou des droits et libertés des personnes.

ARTICLE 12

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Ce droit ne peut faire l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques.

3. Toute personne a le droit, en cas de persécution, de rechercher et de recevoir asile en territoire étranger, conformément à la loi de chaque pays et aux conventions internationales.

4. L'étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat partie à la présente Charte ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.

5. L'expulsion collective d'étrangers est interdite. L'expulsion collective est celle qui vise globalement des groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux.

ARTICLE 13

1. Tous les citoyens ont le droit de participer librement à la direction des affaires publiques de leur pays, soit directement soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, ce, conformément aux règles édictées par la loi.

2. Tous les citoyens ont également le droit d'accéder aux fonctions publiques de leurs pays.

3. Toute personne a le droit d'user des biens et services publics dans la stricte égalité de tous devant la loi.

ARTICLE 14

Le droit de propriété est garanti. Il ne peut y être porté atteinte que par nécessité publique ou dans l'intérêt général de la collectivité, ce, conformément aux dispositions des lois appropriées.

ARTICLE 15

Toute personne a le droit de travailler dans des conditions équitables et satisfaisantes et de percevoir un salaire égal pour un travail égal.

ARTICLE 16

Toute personne a le droit de jouir librement du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les Etats parties à la présente charte s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de protéger la santé de leurs populations et de leur assurer l'assistance médicale en cas de maladie.

ARTICLE 17

1. Toute personne a droit à l'éducation.

2. Toute personne peut prendre part librement à la vie culturelle de la Communauté.

3. La promotion et la protection de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté constituent un devoir de l'Etat dans le cadre de la sauvegarde des droits de l'homme.

ARTICLE 18

1. La famille est l'élément naturel et la base de la société. Elle doit être protégée par l'Etat qui doit veiller à sa santé physique et morale.

2. L'Etat a l'obligation d'assister la famille dans sa mission de gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté.

3. L'Etat a le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection des droits de la femme et de l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales.

4. Les personnes âgées ou handicapées ont également droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux.

ARTICLE 19

Tous les peuples sont égaux ; ils jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits. Rien ne peut justifier la domination d'un peuple par un autre.

ARTICLE 20

1. Tout peuple a droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la vie qu'il a librement choisie.

2. Les peuples colonisés ou opprimés ont le droit de se libérer de leur état de domination en recourant à tous les moyens reconnus par la Communauté internationale.

3. Tous les peuples ont droit à l'assistance des Etats, parties à la présente Charte, dans leur lutte de libération contre la domination étrangère, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou culturel.

ARTICLE 21

1. Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé.

2. En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime récupération de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate.

3. La libre disposition des richesses et des ressources naturelles s'exerce sans préjudice de l'obligation de promouvoir une coopération économique internationale fondée sur le respect mutuel, l'échange équitable et les principes du droit international.

4. Les Etats, parties à la présente Charte s'engagent tant individuellement que collectivement, à exercer le droit de libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, en vue de renforcer l'unité et la solidarité africaine.

5. Les Etats, parties à la présente Charte, s'engagent à éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère, notamment celle qui est pratiquée par des monopoles internationaux, afin de permettre à la population de chaque pays de bénéficier pleinement des avantages provenant de ses ressources nationales.

ARTICLE 22

1. Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel, dans le respect strict de leur liberté et de leur identité, à la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité.

2. Les Etats ont le devoir, séparément ou en coopération, d'assurer l'exercice du droit au développement.

ARTICLE 23

1. Les peuples ont droit à la paix et à la sécurité tant sur le plan national que sur le plan international.

Le principe de solidarité et des relations amicales affirmé implicitement par la Charte de l'Organisation

des Nations Unies et réaffirmé par celle de l'Organisation de l'Unité Africaine aux rapports entre les Etats

2. Dans le but de renforcer la paix, la solidarité et les relations amicales, les Etats, parties à la présente Charte, s'engagent à interdire :

- a) qu'une personne jouissant du droit d'asile aux termes de l'article 12 de la présente Charte entreprenne une activité subversive dirigée contre son pays d'origine ou contre tout autre pays, partie à la présente Charte ;
- b) que leurs territoires soient utilisés comme base de départ d'activités subversives ou terroristes dirigés contre le peuple de tout autre Etat, partie à la présente charte.

ARTICLE 24

Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement.

ARTICLE 25

Les Etats parties à la présente Charte ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits et des libertés contenus dans la présente Charte, et de prendre des mesures en vue de veiller à ce que ces libertés et droits soient compris de même que les obligations et devoirs correspondants.

ARTICLE 26

Les Etats parties à la présente Charte ont le devoir de garantir l'indépendance des Tribunaux et de permettre l'établissement et le perfectionnement d'institutions nationales appropriées chargées de la promotion et de la protection des droits et libertés garantie par la présente charte.

CHAPITRE II

DES DEVOIRS

ARTICLE 27

1. Chaque individu a des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et les autres collectivités légalement reconnues et envers la Communauté internationale.

2. Les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.

ARTICLE 28

Chaque individu a le devoir de respecter et de considérer ses semblables sans discrimination aucune, et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de promouvoir, de sauvegarder et de renforcer le respect et la tolérance réciproques.

ARTICLE 29

L'individu a en outre le devoir :

1. De préserver le développement harmonieux de la famille et d'œuvrer en faveur de la cohésion et du respect de cette famille ; de respecter à tout moment ses parents, de les nourrir, et de les assister en cas de nécessité ;

2. De servir sa communauté nationale en mettant ses capacités physiques et intellectuelles à son service ;

3. De ne pas compromettre la sécurité de l'Etat dont il est national ou résident ;

4. De préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée ;

5. De préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la patrie et, d'une façon générale, de contribuer à la défense de son pays, dans les conditions fixées par la loi ;

6. De travailler, dans la mesure de ses capacités et de ses possibilités, et de s'acquitter des contributions fixées par la loi pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la société ;

7. De veiller, dans les relations avec la société, à la préservation et au renforcement des valeurs culturelles africaines positives, dans un esprit de tolérance, de dialogue et de concertation et d'une façon générale de contribuer à la promotion de la santé morale de la société.

8. De contribuer au mieux de ses capacités, à tout moment et à tous les niveaux, à la promotion et à la réalisation de l'unité africaine.

Deuxième partie : DES MESURES DE SAUVEGARDE

CHAPITRE I

De la composition et de l'organisation de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

ARTICLE 30

Il est créé auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine une Commission Africaine des droits de l'Homme et des Peuples ci-dessous dénommée « la Commission », chargée de promouvoir les droits de l'homme et des peuples et d'assurer leur protection en Afrique.

ARTICLE 31

1. La Commission se compose de onze membres qui doivent être choisis parmi les personnalités africaines jouissant de la plus haute considération, connues pour leur haute moralité, leur intégrité et leur impartialité, et possédant une compétence en matière de droits de l'homme et des peuples, un intérêt particulier devant être donné à la participation de personne ayant une expérience en matière de droit.

2. Les membres de la Commission siègent à titre personnel.

ARTICLE 32

La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

ARTICLE 33

Les membres de la Commission sont élus au scrutin secret par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur une liste de personnes présentées à cet effet, par les Etats parties à la présente Charte.

ARTICLE 34

Chaque Etat partie à la présente Charte peut présenter deux candidats au plus. Les candidats doivent avoir la nationalité d'un des Etats parties à la présente Charte. Quand deux candidats sont présentés par un Etat, l'un des deux ne peut être national de cet Etat.

ARTICLE 35

1. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine invite les Etats-parties à la présente Charte à procéder, dans un délai d'au moins quatre mois, avant les élections, à la présentation des candidats à la Commission.

2. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique un mois au mois avant les élections, aux Chefs d'Etat et de Gouvernement.

ARTICLE 36

Les membres de la Commission sont élus pour une période de six ans renouvelable. Toutefois, le mandat de quatre des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans, et le mandat de trois autres au bout de quatre ans.

ARTICLE 37

Immédiatement après la première élection, les noms des membres visés à l'article 36 sont tirés au sort par le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

ARTICLE 38

Après leur élection, les membres de la Commission font la déclaration solennelle de bien et fidèlement remplir leurs fonctions en toute impartialité.

ARTICLE 39

1. En cas de décès ou de démission d'un membre de la Commission, le président de la Commission en informe immédiatement le Secrétaire Général de

l'OUA qui déclare le siège vacant à partir de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

2. Si de l'avis unanime des autres membres de la Commission, un membre a cessé de remplir ses fonctions pour toute autre cause qu'une absence de caractère temporaire, ou se trouve dans l'incapacité de continuer à les remplir, le Président de la Commission en informe le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine qui déclare alors le siège vacant.

3. Dans chacun des cas prévus ci-dessous, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement procède au remplacement du membre dont le siège est devenu vacant pour la portion du mandat restant à courir, sauf si cette portion est inférieure à six mois.

ARTICLE 40

Tout membre de la Commission conserve son mandat jusqu'à la date d'entrée en fonction de son successeur.

ARTICLE 41

Le Secrétaire Général de l'OUA désigne un secrétaire de la Commission et fournit en outre le personnel et les moyens et services nécessaires à l'exercice effectif des fonctions attribuées à la Commission. L'O.U.A. prend à sa charge, le coût de ce personnel et de ces moyens et services.

ARTICLE 42

1. La Commission élit son président et son Vice-Président pour une période de deux ans renouvelable.

Elle établit son règlement intérieur.

3. Le quorum est constitué par sept membres.

4. En cas de partage des voix au cours des votes la voix du Président est prépondérante.

5. Le Secrétaire Général de l'O.U.A. peut assister aux réunions de la Commission. Il ne participe ni aux délibérations, ni aux votes. Il peut toutefois être invité par le Président de la Commission à y prendre la parole.

ARTICLE 43

Les membres de la Commission, dans l'exercice de leurs fonctions, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques prévus par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'Unité Africaine.

ARTICLE 44

Les émoluments et allocations des membres de la Commission sont prévus au budget régulier de l'Organisation de l'Unité Africaine.

CHAPITRE II

DES COMPETENCES DE LA COMMISSION

ARTICLE 45

La Commission a pour mission de :

1. Promouvoir les droits de l'homme et des peuples et notamment :

- a) Rassembler de la documentation, faire des études et des recherches sur les problèmes africains dans le domaine des droits de l'Homme et des peuples, organiser des séminaires des colloques et des conférences, diffuser des informations, encourager les organismes nationaux et locaux s'occupant des droits de l'Homme et des peuples et, le cas échéant, donner des avis ou faire des recommandations aux gouvernements ;
- b) Formuler et élaborer, en vue de servir de base à l'adoption de textes législatifs par les gouvernements africains, des principes et règles qui permettent de résoudre les problèmes Juridiques relatifs à la jouissance des droits de l'Homme et des peuples et des libertés fondamentales ;
- c) Coopérer avec les autres institutions africaines ou internationales qui s'intéressent à la promotion et à la protection des droits de l'Homme et des peuples.

2. Assurer la protection des droits de l'Homme et des peuples dans les conditions fixées par la présente Charte.

3. Interpréter toute disposition de la présente Charte à la demande d'un Etat partie, d'une Institution de l'O.U.A. ou d'une Organisation africaine reconnue par l'O.U.A.

4. Exécuter toutes autres tâches qui lui seront éventuellement confiées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

CHAPITRE III

DE LA PROCEDURE DE LA COMMISSION

ARTICLE 46

La Commission peut recourir à toute méthode d'investigation appropriée ; elle peut notamment entendre le Secrétaire Général de l'O.U.A. et toute personne susceptible de l'éclairer.

I. DES COMMUNICATIONS EMANANT DES ETATS

PARTIES A LA PRESENTE CHARTE

ARTICLE 47

Si un Etat partie à la présente Charte a de bonnes raisons de croire qu'un autre Etat également partie à cette Charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Cette communication sera également adressée au Secrétaire Général de l'O.U.A.

et au Président de la Commission. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication, des explications ou déclarations écrites élucidant la question, qui devront comprendre dans toute la mesure du possible, des indications sur les lois et règlements de procédure applicables ou appliqués et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts.

ARTICLE 48

Si dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats intéressés, par voie de négociation bilatérale ou par toute autre procédure pacifique, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre à la Commission par une notification adressée à son Président, à l'autre Etat intéressé et au Secrétaire Général de l'O.U.A.

ARTICLE 49

Nonobstant les dispositions de l'article 47, si un Etat partie à la présente Charte estime qu'un autre Etat également partie à cette Charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut saisir directement la Commission par une communication adressée à son Président, au Secrétaire Général de l'O.U.A. et à l'Etat intéressé.

ARTICLE 50

La Commission ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assurée que tous les recours internes, s'ils existent, ont été épuisés, à moins qu'il ne soit manifeste que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale.

ARTICLE 51

1. La Commission peut demander aux Etats parties intéressés de lui fournir toute information pertinente.

2. Au moment de l'examen de l'affaire, les Etats parties intéressés peuvent se faire représenter devant la Commission et présenter des observations écrites ou orales.

ARTICLE 52

Après avoir obtenu, tant des Etats parties intéressés que d'autres sources, toutes les informations qu'elle estime nécessaires et après avoir essayé par tous les moyens appropriés de parvenir à une solution amiable fondée sur le respect des droits de l'Homme et des peuples, la Commission établit, dans un délai raisonnable à partir de la notification visée à l'article 48, un rapport relatant les faits et les conclusions auxquelles elle a abouti. Ce rapport est

envoyé aux Etats concernés et communiqué à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

ARTICLE 53

Au moment de la transmission de son rapport, la Commission peut faire à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, telle recommandation qu'elle jugera utile.

ARTICLE 54

La Commission soumet à chacune des sessions ordinaires de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement un rapport sur ses activités.

II. DES AUTRES COMMUNICATIONS

ARTICLE 55

1. Avant chaque session, le Secrétaire de la Commission dresse la liste des communications autres que celles des Etats parties à la présente Charte et les communique aux membres de la Commission qui peuvent demander à en prendre connaissance et en saisir la Commission.

2. La Commission en sera saisie, sur la demande de la majorité absolue de ses membres.

Article 56.

Les communications visées à l'article 55 reçues à la Commission et relatives aux droits de l'homme et des peuples doivent nécessairement, pour être examinées, remplir les conditions ci-après :

1. Indiquer l'identité de leur auteur même si celui-ci demande à la Commission de garder l'anonymat ;

2. Etre compatible avec la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine ou avec la présente Charte ;

3. Ne pas contenir des termes outrageants ou insultants à l'égard de l'Etat mis en cause, de ses institutions ou de l'OUA.

4. Ne pas se limiter à rassembler exclusivement des nouvelles diffusées par des moyens de communication de masse ;

5. Etre postérieure à l'épuisement des recours internes s'ils existent, à moins qu'il ne soit manifeste à la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale ;

6. Etre introduite dans un délai raisonnable courant depuis l'épuisement des recours internes ou depuis la date de retenue par la Commission comme faisant commencer à courir le délai de sa propre saisine ;

7. Ne pas concerner des cas qui ont été réglés conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'OUA et des dispositions de la présente Charte.

ARTICLE 57

Avant tout examen au fond, toute communication doit être portée à la connaissance de l'Etat intéressé par les soins du Président de la Commission.

ARTICLE 58

1. Lorsqu'il apparaît à la suite d'une délibération de la Commission qu'une ou plusieurs communications relatives des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples, la Commission attire l'attention de la Conférence des Chefs et de Gouvernement sur ces situations.

2. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut alors demander à la Commission de procéder sur ces situations, à une étude approfondie, et de lui rendre compte dans un rapport circonstancié, accompagné de ses conclusions et recommandations.

3. En cas d'urgence dûment constatée par la Commission, celle-ci saisit le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui pourra demander une étude approfondie.

ARTICLE 59

1. Toutes les mesures prises dans le cadre du présent chapitre resteront confidentielles jusqu'au moment où la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en décidera autrement.

2. Toutefois, le rapport est publié par le Président de la Commission sur décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

3. Le rapport d'activités de la Commission est publié par son Président après son examen par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

CHAPITRE IV

DES PRINCIPES APPLICABLES

ARTICLE 60

La Commission s'inspire du droit international relatif aux droits de l'Homme et des peuples, notamment des dispositions des divers instruments africains relatifs aux droits de l'Homme et des peuples, des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des dispositions des autres instruments adoptés par les Nations Unies et par les pays africains dans le domaine des Droits de l'Homme et des peuples ainsi que des dispositions de divers instruments adoptés au sein d'institutions spécialisées des Nations Unies dont sont membres les parties à la présente Charte.

ARTICLE 61

La Commission prend aussi en considération, comme moyens auxiliaires de détermination des règles de droit, les autres conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, les pratiques africaines conformes aux normes internationales relatives aux Droits de l'Homme et des peuples, les coutumes généralement acceptées comme étant le droit, les principes généraux de droit reconnus par les nations africaines ainsi que la jurisprudence et la doctrine.

ARTICLE 62

Chaque Etat partie s'engage à présenter tous les deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Charte, un rapport sur les mesures d'ordre législatif ou autre, prises en vue de donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis dans la présente Charte.

ARTICLE 63

1. La présente Charte sera ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine.

2. Les instruments de ratification ou d'adhésion de la présente Charte seront déposés auprès du Secrétaire Général de l'OUA.

3. La présente Charte entrera en vigueur trois mois après la réception par le Secrétaire Général de l'OUA des instruments de ratification ou d'adhésion de la majorité absolue des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine.

TROISIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 64

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente Charte, il sera procédé à l'élection des membres de la Commission dans les conditions fixées par les dispositions des articles pertinents de la présente Charte.

2. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine convoquera la première réunion de la Commission au siège de l'Organisation, dans un délai de trois mois à partir de la constitution de la Commission. Par la suite, la Commission sera convoquée chaque fois qu'il sera nécessaire et au moins une fois par an par son Président.

ARTICLE 65

Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Charte ou y adhéreront après son entrée en vigueur, ladite Charte prendra effet trois mois après la date du dépôt par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 66

Des protocoles ou accords particuliers pourront, en cas de besoin, compléter les dispositions de la présente Charte.

ARTICLE 67

Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine informera les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 68

La présente Charte peut être amendée ou révisée si un Etat partie envoie à cet effet une demande écrite au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. La Conférence des Chefs et de Gouvernement n'est saisie du projet d'amendement que lorsque tous les Etats partis en auront été dûment avisés et que la Commission aura donné son avis à la diligence de l'Etat demandeur. L'amendement doit être approuvé par la majorité absolue des Etats parties. Il entre en vigueur pour chaque Etat qui l'aura accepté conformément à ses règles constitutionnelles trois mois après la notification de cette acceptation au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Adoptée lors de la dix-huitième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'O.U.A. tenue à Nairobi (Kenya) du 24 au 27 juin 1981.

DECRET N° 82-234 du 22 novembre 1982 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef traditionnel.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant le décret n° 951949/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal du conseil de famille réuni le 17 novembre 1982 à Kouvé-Atchapé (préfecture de Yoto),

D E C R E T E :

Article premier — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Sossou Nékou en qualité de chef traditionnel de Kouvé (préfecture de Yoto), en remplacement de M. Ayassou Amouzou, décédé.

Art. 2. — Il est alloué à M. Sossou Nékou, chef traditionnel de Kouvé, des indemnités annuelles de fonctions de cent vingt mille (120.000) francs.

La dépense est imputable au budget général-gestion 1982, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3. — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1982
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-235 du 22 novembre 1982 relatif à la fermeture de la campagne d'achat des arachides récolte 1981-82

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports,

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 81-202 du 20 décembre 1981 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer aux producteurs et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachides 1981/1982 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1981-82 est fixée au 20 novembre 1982.

Art. 2. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 22 novembre 1982
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-236 du 24 novembre 1982 portant nomination de conseillers à la Cour d'Appel

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire modifiée par la loi n° 81-3 du 30 mars 1981 ;

Vu le décret n° 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés.

D E C R E T E :

Article premier — Sont nommés conseillers à la Cour d'Appel de Lomé :

— M. Jondo Comlan, magistrat du 1er grade, 3e échelon, précédemment juge au tribunal de première instance de Lomé.

— M. Gaba Kué Sipohon, magistrat du 1er grade, 1er échelon, précédemment vice-président du tribunal de première instance de Lomé.

— M. Lawson Fessou Djigbodi, magistrat du 2e grade, 3e échelon, précédemment juge au tribunal de première instance de Lomé.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 24 novembre 1982
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-237 du 24 novembre 1982 portant nomination du vice-président du tribunal de première instance de Lomé

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés,

D E C R E T E :

Article premier — Mme Gayibor Akuelé, née Guillaume, magistrat du 2e grade, 1er échelon, précédemment juge au tribunal de première instance de Lomé est nommée vice-président dudit tribunal.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 24 novembre 1982
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-238 du 24 novembre 1982 portant nomination d'un directeur de cabinet au ministère du plan et de la réforme administrative.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 78-5 du 6 janvier 1978 portant nomination d'un directeur de cabinet au ministère du plan et de la réforme administrative,

D E C R E T E :

Article premier — M. Kpobwie Ayénam, ingénieur agro-économiste, est nommé directeur de cabinet du ministre du plan et de la réforme administra-

tive, en remplacement de M. Tcha Katanga Pemèyounam appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 24 novembre 1982

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-239 du 1er décembre 1982 portant convocation de l'assemblée nationale en session extraordinaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 28 de la constitution ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'assemblée nationale est convoquée en session extraordinaire pour compter du 6 décembre 1982.

Art. 2. — L'ordre du jour de cette session comporte l'examen du projet de budget général, gestion 1983.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1er décembre 1982

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 82-240 du 2 décembre 1982 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du café et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1982-1983

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1982-83 est fixée au 6 décembre 1982.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur de la dite récolte sont fixés comme suit pour les différentes variétés de café en tous points de traite :
Café Robusta Niaouli : 235 frs le kilogramme
Café Arabica : 240 frs le kilogramme.

Art. 3. — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) sont fixées à 263.972 francs CFA la tonne pour le Robusta Niaouli non calibré et à 269.261 francs CFA la tonne pour l'Arabica.

Art. 4. — La date de la commercialisation des cafés triages sera fixée ultérieurement.

Art. 5 — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 3.000 francs la tonne

Région d'Akposso Nord : 2.300 francs la tonne

Région d'Akposso Plateau : 2.300 francs la tonne

Canton d'Akébou : 2.300 francs la tonne

Région de Pagala : 2.300 francs la tonne

Région de Danyi : 2.500 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 décembre 1982

Général Gnassingbé Eyadéma

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE
BAREME CAFE ROBUSTA-NIAOULI 1982-83**

Café non Calibré

Francs CFA la tonne

Prix d'achat aux producteurs 235.000

1 Commission acheteur produit 1.900

2 Manutention loyer magasin
acheteur produit 446

3 Transport au centre de collecte 2.000

4.346

Valeur nu-basculé centre de collecte 239.346

4 Manutention loyer magasin
acheteur agréé 1.401

5 Transport Lomé 5.000

6.401

Valeur nu-basculé Lomé 245.747

6 Financement 13 % 2 mois VLM 5.526

7 Frais généraux fixes 3.772

Valeur loco-magasin Lomé 255.045

8 Commission acheteur agréé
3,50 % V.L.M. 8.927

Valeur à facturer à l'OPAT 263.972

N.B. — Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 F la pièce.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE
BAREME CAFE ARABICA 1982-83**

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	240.000
1 Commission acheteur produit	1.900
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2.000
	<hr/> 4.346
Valeur nu-basculer centre de collecte	244.346
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	1.401
5 Transport Lomé	5.000
	<hr/> 6.401
Valeur nu-basculer Lomé	250.747
6 Financement 13% 2 mois VLM	5.637
7 Frais généraux fixes	3.772
	<hr/> 9.409
Valeur loco-magasin Lomé	260.156
8 Commission acheteur agréé (3.50% VLM)	9.105
Valeur à facturer à l'OPAT	269.261
N.B. — Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 F la pièce.	

DECRET N° 82-241 du 2 décembre 1982 fixant la date d'ouverture de la campagne et les conditions d'achat du coton Hirsutum et Barbadense de la récolte 1982-83.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce, et des transports, du ministre du développement rural et du ministre de l'aménagement rural ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts de la société togolaise du coton (SOTOCO) ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Les dates d'ouverture de la campagne cotonnière 1982-83 sont fixées comme suit pour les différentes variétés de coton :

— **Coton Hirsutum (Allen et Bou) :**

7 décembre 1982 pour la région des savanes

16 décembre 1982 pour la région de la Kara,

5 janvier 1983 pour les autres régions.

— **Coton Barbadense**

3 février pour toutes les régions.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur tous marchés sont les suivants :

— **Coton Hirsutum :**

1re qualité : 65 frs le kilogramme

2e qualité : 55 frs le kilogramme

— **Coton Barbadense :**

1re qualité : 59 frs le kilogramme

2e qualité : 49 frs le kilogramme.

Art. 3. — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont fixées à :

— **Coton Hirsutum :**

1re qualité : 94.603 frs CFA la tonne

2e qualité : 84.387 frs CFA la tonne

— **Coton Barbadense :**

1re qualité : 88.473 frs CFA la tonne

2e qualité : 78.257 frs CFA la tonne.

Art. 4. — Les frais de traitement des champs de coton hirsutum seront remboursés par les cultivateurs ayant bénéficié de ces traitements.

Art. 5. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 décembre 1982

Général Gnassingbé Eyadéma

BAREME COTON HIRSUTUM 1982/83

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR :

1re qualité	2e qualité
65.000 F/T	55.000 F/T

VALEUR DE CESSION A L'USINE :

1re qualité	2e qualité
94.603 F/T	84.387 F/T

BAREME COTON BARBADENSE (MONO) 1982/83

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR :

1re qualité	2e qualité
59.000 F/T	49.000 F/T

VALEUR DE CESSION A L'USINE :

1re qualité	2e qualité
88.473 F/T	78.257 F/T

CAMPAGNE D'ACHAT DU COTON

BAREME COTON HIRSUTUM 1982/83

FRANCS CFA LA TONNE

1re qualité 2e qualité

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR :

65 000 55 000

- 1 Commission manutention
loyer magasin acheteur pro-
duit, chargement tassement 1 965

2	Transport lieu d'achat à l'usine l'égrenage forfait (transport assuré par SOTOCO)	6 150	
3	Déchargement à l'usine d'égrenage (opération faite par les usiniers)	520	
4	Manutention loyer magasin acheteur agréé	825	
5	Prime aux villages pour construction de magasins	140	
		<u>9 600</u>	

VALEUR NU-USINE COTON BRUT 74 600 64 600

6	Participation OPAT pour production SOTOCO	15 000	
7	Financement (CNCA-SOTOCO) : 13% 2 mois (74 600 + 15 000 + 1 470)	1 973	
	(64 600 + 15 000 + 1 470)	1 757	
8	Frais généraux acheteur agréé	1 470	
9	Commission acheteur agréé	1 340	
10	Usure sacherie pour sè- mence	220	
		<u>20 003</u>	<u>19 787</u>
	VALEUR DE CESSION A L'USINE :	94 603	84 387

CAMPAGNE D'ACHAT DU COTON

BAREME COTON MONO 1982/83

FRANCS CFA LA TONNE
1re qualité 2e qualité

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR 59 000 49 000

1	Commission manutention loyer magasin Acheteur produit, chargement et tassement	1 965	
2	Transport lieu d'achat à l'usine d'égrenage forfait (transport assuré par SOTOCO)	6 150	
3	Déchargement à l'usine d'égrenage (opération faite par les usiniers)	520	
4	Manutention loyer magasin acheteur agréé	825	
5	Prime aux villages pour construction de magasins	140	
		<u>9 600</u>	

VALEUR NU-USINE COTON BRUT : 68 600 58 600

6	Participation OPAT pour production SOTOCO	15 000	
7	Financement (CNCA-SOTOCO) : 13% 2 mois (68 600 + 15 000 + 1 470)	1 843	
	(58 600 + 15 000 + 1 470)	1 627	

8	Frais généraux acheteur agréé	1 470	
9	Commission acheteur agréé	1 340	
10	Usure sacherie pour sè- mence	220	
		<u>88 473</u>	<u>78 257</u>
	VALEUR DE CESSION A L'USINE	88 473	78 257

BAREME DES FRAIS COTON FIBRE

Récolte 82-83

(pour les anciennes usines Atakpamé Notsé)

1°)	Egrenage — Emballage	30 800 F/tonne
2°)	Transport Lomé	5 155 F/tonne
		35 955 F/tonne
	Frais à facturer à l'OPAT	35 955 F/tonne

BAREME GRAINES DE COTON

Récolte 82-83

(pour anciennes Usines Atakpamé et Notsé)

Francs CFA la tonne

1°)	Mise en sacs usine	343
2°)	Chargement camion et wagon	424
3°)	Transport Lomé	4 125
4°)	Frais généraux	1 366
	Frais à facturer à l'OPAT	6 258

NB. Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 F la pièce.

DECRET N° 82-242 du 2 décembre 1982 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1982/83

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1982/83 est fixée au 6 décembre 1982.

Art. 2 — Les prix d'achat aux producteurs des arachides de ladite récolte sont fixés comme suit en tous points de traite :

— arachides en coques	65 F le kilog.
— graines d'arachides décortiquées :	105 F le kilogramme.

Art. 3 — par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à

119 193 F CFA la tonne de graines d'arachides décortiquées.

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Préfecture de Tone	= 14 024 francs la tonne
Préfecture de l'Oti	= 11 936 francs la tonne
Préfecture de la Kéran	= 9 355 francs la tonne
Préfecture de Doufelgou	= 8 572 francs la tonne
Préfecture de la Binah	= 8 804 francs la tonne
Région de Kéto	= 8 369 francs la tonne
Préfecture de la Koza	= 7 760 francs la tonne
Préfecture de Bassar	= 7 209 francs la tonne
Préfecture d'Assoli	= 7 000 francs la tonne
Préfecture de Tchamba	= 6 571 francs la tonne
Préfecture de Tchaoudjo	= 5 498 francs la tonne
Région de Tohou	= 660 francs la tonne
Région de Kpeklemé	= 1 080 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférent à ces transports.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 décembre 1982

Général Gnassingbé EYADEMA

CAMPAGNE D'ACHAT DES ARACHIDES

BAREME ARACHIDES 1982/83

(Arachides décortiquées)

Francs CFA la tonne

Prix d'Achat aux producteurs	105 000
1 Commission acheteur produit	860
2 Transport au centre de collecte	2.000
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	365
4 Transport Atakpamé — Lomé	5.000
	8.225
Valeur Nu-Bascule Lomé	113 225
5 Financement 13% sur 1 mois 1/2 V.L.M.	1.906
6 Frais généraux fixes	2.185
	4.091
Valeur Loco-Magasin Lomé	117.316
7 Déchets 0,50 % V.L.M.	587
8 Commission acheteur agréé	1.290
	1.877

Valeur à facturer à l'OPAT

119.193

N.B. Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 F la pièce.

DECRET N° 82-243 du 2 décembre 1982 portant nomination aux institutions de l'Union Monétaire Ouest Africaine (U. M. O. A.)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 63-16 du 21 novembre 1963 autorisant le président de la République à ratifier le traité du 12 mai 1962 instituant une Union Monétaire Ouest Africaine d'une part, l'accord de coopération du 12 mai 1962 avec la République Française d'autre part,

Vu le décret n° 72/20 du 21 janvier 1972 ;

Vu le décret n° 73/158 du 21 août 1973 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 10 janvier 1974 ;

Vu le communiqué final de la conférence des chefs d'Etat de l'UMOA tenu à Lomé le 13 octobre 1974 ;

DECRETE :

Article premier — Sont nommés au conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) :

Membre titulaire :

M. Walla Koffi, ministre du plan et de la réforme administrative en remplacement de M. Dogo Koudjoulou ;

Membre suppléant :

M. Agbo Yao, secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'industrie et des sociétés d'Etat en remplacement de M. Kpetigo Kwassivi.

Art. 2 — Est nommé membre du conseil d'administration de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) :

M. Seyi Mèmène, directeur général des douanes en remplacement de M. Patasse Kpanlou.

Art. 3 — Est nommé représentant titulaire au comité de direction de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) :

M. Tidjani-Douroudjaye Batcham Segoun, secrétaire général au ministère de l'économie et des finances en remplacement de M. Mankoubi Bawa.

Art. 4 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 décembre 1982

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 82-244 du 2 décembre 1982 portant nomination de représentants de la République togolaise auprès d'organismes financiers internationaux.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 62-11 du 15 mai 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Vu la loi n° 63-23 du 31 décembre 1963, autorisant le président de la République à ratifier l'accord portant création de la Banque Africaine de Développement,

DECRETE :

Article premier — M. Walla Koffi, ministre du plan et de la réforme administrative est nommé gouverneur pour la République togolaise à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, à l'association internationale pour le développement et à la Société Financière internationale en remplacement de M. Dogo Koudjolou.

Art. 2 — M. Addra Comlanvi Tamata, administrateur civil est nommé gouverneur suppléant pour la République togolaise à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, à l'Association Internationale pour le Développement et à la Société Financière Internationale en remplacement de M. Agbobli Edoh.

Art. 3 — M. Walla Koffi, ministre du plan et de la réforme administrative est nommé gouverneur suppléant pour la République togolaise à la Banque Africaine de Développement en remplacement de M. Dogo Koudjolou.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 2 décembre 1982

Général Gnassingbé EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

ARRETE n° 29/D-PR/MDN du 29-9-82 — A compter du 1er octobre 1982, le médecin-lieutenant Bassabi Kpanté du régiment de soutien et d'appui à Lomé est nommé au grade de capitaine dans les forces armées togolaises.

ARRETE n° 30/D-PR/MDN du 29-9-82 — A compter du 1er octobre 1982, les élèves-officier dont les noms sont ci-dessous, ayant subi avec succès les

épreuves de l'examen de sortie EFA Bouaké et admis dans une école d'Application Française, sont promus au grade de sous-lieutenant dans les Forces Armées Togolaises :

Zoumavor Yao

Anité Kola

N'Zonou T. Essokoyodé

Edeou Bilakani

Atoemne Kodjo

Kabiya Egbam-Gbom-Kilimbé

Mouzou Wessiwè

Fangbemi Fongnon

Faye Edéi.

Arrêté n° 31/D-PR/MDN du 29-9-82 — A compter du 1er octobre 1982, les élèves-officiers dont les noms sont ci-dessous, admis en 6e année de médecine à Bordeaux (France) sont promus au grade de sous-lieutenant dans les Forces Armées Togolaises.

Tomta Kadjika

Sogne Bodjona.

Arrêté n° 32/D-PR/MDN du 29-9-82 — L'élève-officier Kombaté, Namyette en stage à Salon (France), est promu au grade de sous-lieutenant à compter du 1er octobre 1982, dans les Forces Armées Togolaises.

Arrêté n° 33/D-PR/MDN du 29-9-82 — A compter du 1er octobre 1982, les officiers dont les noms sont ci-dessous désignés, en service dans les Forces Armées Togolaises sont promus aux grades ci-après:

INFANTERIE

AU GRADE DE LIEUTENANT

Sous-Lieutenants

Adabiokou Kokou Gadémon

Hundt Kodjo

Karabou Kossi

Titikpina Atcha

Teko Kangni Badagbo

Ogou Koffi Monsi

Alofa-Kponve Foly Nossi

Monpion Matéindou

Lemou Tchalo

Laré Monitché

Soka Yaodem

Kondi Gbadi

AU GRADE DE LIEUTENANT — MEDECIN

S/Lieutenant Médecin

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

Bilaka Trakpétina

AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT

Aspirants

Gade Comédja
Latta Dodisime Gnama
Aziagba Kossi

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE**AU GRADE DE LIEUTENANT**

S/Lieutenants

Bignan Kokou
Anifrani Yawo Essè

AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT

Tcheouafe Batagnaké

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**
Autorisations de paiement

Décision n° 1507/MEF/FCS du 25-10-82 — Est autorisé le paiement au profit du « Centre de formation bancaire du Togo », de la somme de deux cent quinze mille cinq cent soixante trois (215.563) francs CFA, représentant le montant des droits d'inscription de M. Ségla Kossi à l'Institut technique de banque international pour l'année scolaire 1981-1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire CH 027.661/92 BTCI — Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1982 code 08, chapitre 62, article 00-00-99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures).

Décision n° 1508/MEF/FCS du 25-10-82 — Est autorisé le paiement au profit de « l'Union Interparlementaire (U.I.) » de la somme d'un million six cent vingt mille cinq cent quarante six (1.620.546) francs CFA, soit l'équivalent de 9.942 francs Suisses, représentant la contribution du Togo au titre des années.

1981 (Réiquat) 1.185 F.S.
1982 (Contribution annuelle) 8.757 F. S.

Le montant de cette somme sera mandaté et viré au compte n° 178.217-01-00 domicilié auprès de : Lloyds Bank International Limited 1 Place Bel — Air 1211 Genève 11 (Suisse).

La dépense est imputable au budget général gestion 1982 code 08, chapitre 83, article 02-00-99, (rubrique AGE — COOP).

Décision n° 1509/MEF/FCS du 25-10-82 — Est autorisé le paiement au profit de la « Représentation Permanente de la FAO au Togo », de la somme de

cinq millions (5.000.000) de francs CFA, représentant la contribution annuelle du Togo au titre de l'année 1982.

Le montant de cette somme sera mandaté et viré au compte bancaire FAO représentative Imprest Account au Togo n° 36.600 0072 domicilié à la BIAO Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1982 code 08, chapitre 83, article 02-00-99.

Décision n° 1554/MEF/FCS du 2-11-82 — Est autorisé le paiement au profit du « Bureau régional de l'alliance coopérative internationale pour l'Afrique de l'Ouest (A.C.I.A.O.), de la somme de un million sept cent soixante quatorze mille huit cent quatre vingt dix (1.774.890) francs CFA, soit l'équivalent de 3.198 Livres Sterlings (3.198 \$), représentant la contribution du Togo au titre des années 1981 et 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 9550-774 680-08 domicilié à la B.I.C.I.C.I. 01-BP 1098, Abidjan 01 République de Côte d'Ivoire.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 08, chapitre 83, article 02-00-99 (Comme suit : A.C.I.A.O. et Imprévus).

Subventions

Décision n° 1501/MEF/FCS du 25-10-82 — Une subvention de cinq cent quarante millions (540.000.000) de francs CFA, est accordée au Centre Hospitalier et Universitaire (CHU), de Lomé, pour le budget de fonctionnement dudit Centre.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 410-20 ouvert auprès du Trésorier-payeur à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982 code 08, chapitre 82 — 04.

Décision n° 1505/MEF/FCS du 25-10-82 — Une subvention de trois cent vingt millions (320.000.000) de francs CFA, est accordée au réseau des Chemins de fer du Togo, afin de permettre la régularisation de ses opérations comptables au titre de la gestion 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 114-31-1 ouvert auprès du Trésor public de Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 28, chapitre 92, article 00.

258.000.000
code 28, chapitre 92, article 01. 62.000.000.

Nomination

Arrêté n° 427/MEF/AD/DG du 19-10-82 — Le lieutenant Gnarou Tcha est nommé chef de l'Inspection des subdivisions douanières en remplacement de M. Dadzie-Elom Komi, inspecteur des douanes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 1417-MTFP du 27-9-82 — M. Gbégbéni Nanamale, n° mle 006473-T, secrétaire d'administration principal 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade de secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle à compter du 1er janvier 1982.

Arrêté n° 1418-MTFP du 27-9-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre interministériel de l'administration générale sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS (Cat. A1)

Au grade d'administrateur en chef de classe exceptionnelle
15.12.81 — de Medelros Kodjo, administrateur en chef 3e échelon

CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (Cat. B)

Au 1er échelon du grade de secrétaire d'administration principal

1-1-80 — Dogbé Kpoti Agbékogni, secrétaire d'action de 1re classe 2e échelon

Au 1er échelon du grade de secrétaire d'administration de 1ère classe

1-1-80 — Folly-Notsron Adzewoda Kourgan, secrétaire d'action de 2e classe 4e échelon

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (Cat. C)

Au 1er échelon du grade d'adjoint administratif principal

1. 8.81 — Nam Dangadar, adjoint administratif de 1re cl. 3e éch.

Au 1er échelon du grade d'adjoint administratif de 1ère classe

1-10-80 — Gbati Kpindi, adjt. administratif de 2e cl. 4e éch.

5-10-79 — Apodeh Novito, adjt. administratif de 2e cl. 4e éch.

CORPS DES COMMIS D'ADMINISTRATION (Cat. D)

Au 1er échelon du grade de commis d'administration principal

23.10.82 — Labdiedo Koumbodja, commis d'action de 1ère cl. 3e éch.

23.10.82 — Yovogan Yawo Djamussa, commis d'action de 1ère cl. 3e éch.

Les intéressés ci-dessous désignés, sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade aux dates suivantes :

CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (Cat. B)

Au 2e échelon du grade de secrétaire d'administration principal

1-1-82 — Dogbé Kpoti Agbékogni, secrétaire d'administration principal 1er échelon

Au 2e échelon du grade de secrétaire d'administration de 1ère classe

1. 1.82 — Folly-Notsron Adzewoda Kouégan, secrétaire d'action de 1ère classe 1er échelon

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (Cat. C)

Au 2e échelon du grade d'adjoint administratif de 1ère classe

1-1-80 — Gbati Kpindi, adjoint administratif de 1re classe 1er échelon

5-10-81 — Apodeh Novilo, adjoint administratif de 1re classe 1er échelon.

Arrêté n° 1432/MTFP du 27-9-82 — M. Gbati Komlan, n° mle 006416-S, professeur de 2e classe 3e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade de professeur de 1ère classe 1er échelon à compter du 25 septembre 1981.

Arrêté n° 1433/MTFP du 27-9-82 — M. Adotevi-Akué Kpakpo, n° mle 42/PET, professeur de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

27-12-76 — professeur de 2e classe 2e échelon

27-12-78 — professeur de 2e classe 3e échelon.

M. Adotevi-Akué Kpakpo, professeur de 2e classe 3e échelon est promu au grade de professeur de 1ère classe 1er échelon à compter du 27 décembre 1980.

L'intéressé est élevé au 2e échelon du cadre de professeur de 1ère classe à compter du 27 décembre 1982.

Arrêté n° 1434/MTFP du 27-9-82 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel de l'enseignement, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

CORPS DES PROFESSEURS CERTIFIES (Cat A1)

Au 1er échelon du grade de professeur de 2e classe

25-12-80 — Adjakey Mawupé Komi, professeur de 3e classe 4e échelon (AC néant)

CORPS DES PROFESSEURS DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL (Cat. A2)

Au 1er échelon du grade de professeur des CEG de 2e classe

18- 9-80 — Edoth Ezin Enyoya, professeur des CEG de 3e cl. 4e échelon

CORPS DES INSTITUTEURS (catégorie B)

Au 1er échelon du grade d'instituteur principal

1-1-82 — Padenou Mawule, Inst. de 1ère classe 3e échelon

Au 1er échelon du grade d'instituteur de 1ère classe

1- 1-82 — Apenou Yao Bosso,

25- 4-82 — Doccine Domlan Amah,

26- 4-82 — Lawson Laté Lolonyo, instituteurs de 2e classe 4e échelon.

CORPS DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (Cat B)

Au 1er échelon du grade de maître d'EPS de 2e classe

15-8-80 — Wiyao Tchao, maître d'EPS de 3e classe 4e échelon

CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat C)

Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 1ère classe

1-10-79 — Edeh Noayedjino Komlanvi.

1- 1-82 — Tossou Kodjovi, instituteurs-adjoints de 2e classe 3e échelon

Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe

- 1-1-82 — Agbadohu Viwoda Kossi.
 1-1-82 — Doumassi Kossi,
 1-1-82 — Egli Edzo M. Agbemeyia,
 1-1-82 — Mensan Adolé, épouse Lawson,
 1-1-82 — Kamabre Tataké Pgalabou,
 12-9-80 — Koumadi Komi Kadédji,
 1- 1-80 — Limane Touré,
 6- 8-81 — Semeglo Anago,
 1- 1-81 — d'Almeida Mimi Kossiwa Holalé,
 9- 9-81 — Mayo Yao,
 9- 9-81 — Ayeme Kossi,
 6- 9-81 — Awadji Anku Mokpokpo,
 7-9-81 — Ameleyome Yawovi,

instituteur-adjoints de 3e classe 4e échelon

Les intéressés ci-après désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

CORPS DES PROFESSEURS CERTIFIES (Cat. A1)

Au 2e échelon du grade de professeur de 2e classe

- 25-12-82 — Adjakey Mawupé Kon.I, professeur de 2e classe 1er échelon.

CORPS DES PROFESSEURS DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL (Cat A2)

Au 2e échelon du grade de professeur des CEG de 2e classe

- 18-9-82 — Edoth Ezin Enyoo, professeur des CEG de 2e classe 1er échelon

CORPS DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (Cat. B)

Au 2e échelon du grade de maître d'EPS de 2e classe

- 15- 8-82 — Wiyao Tchao, maître d'EPS de 2e classe 1er échelon.

CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)

Au 2e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 1re classe

- 1-10-81 — Edeh Noayédjio Komlanvi, instituteur adjoint de 1re classe 1er échelon

Au 2e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe

- 12- 9-82 — Koumadi Komi Kadédji,
 1- 1-82 — Limane Touré,

Instituteurs-adjoints de 2e classe 1er échelon.

Arrêté n° 1442/MTFP du 1-10-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre interministériel de l'administration générale, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS (Cat A1)

Au 1er échelon du grade d'administrateur en chef

- 4-10-82 — Abotsi Kokou Gbomadou, administrateur principal 3e échelon

CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATION (Cat A2)

Au 1er échelon du grade d'attaché d'administration principal

- 1- 1-82 — Mathey-Apossan Dossèvi, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon

CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (Cat. C)

Au grade d'adjoint administratif principal de classe except.

- 16-3-82 — Koudayah-Sokeku Yoameh Tonyidagbé,
 1-1-82 — Agbemegnan Komlanvi,

Adjoints administratifs principaux 3e échelon

CORPS DES COMMIS D'ADMINISTRATION (Cat D)

Au grade de commis d'administration principal de classe exceptionnelle

- 1- 6-82 — Lawson Akouété, commis d'administration principal 3e échelon.

Arrêté n° 1449/MTFP du 5-10-82 — M. N'Gnama toï, n° mle 010156-N, moniteur de 2e classe 3e échelon du cadre du personnel de l'enseignement est promu au grade de moniteur de 1re classe 1er échelon à compter du 10 décembre 1978.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 10-12-80 — moniteur de 1re classe 2e échelon
 10-12-82 — moniteur de 1re classe 3e échelon.

Arrêté n° 1450-MTFP du 5-10-82 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre du personnel de l'enseignement, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

CORPS DES INSTITUTEURS (Catégorie B)

Au 1er échelon du grade d'instituteur de 1re classe

- 1-1-82 — Halta Oudjimal épouse Kouvahey-Ekoué,
 28- 9-81 — Fadikpe Bitayo,
 1-1-81 — Kavegue Komlan Améwou,
 23- 1-80 — Mensah Vignon,
 1-1-82 — Akpaou Ahourouma,
 28- 9-81 — Tete Etsè,

Instituteurs de 2e classe 4e échelon

CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)

Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe

- 1-1-81 — Ayebou Adom,
 13-9-80 — Agboti Etsè,
Instituteurs-adjoints de 3e classe 4e échelon

CORPS DES PROFESSEURS TECHNIQUES-ADJOINTS (cat. C)

Au 1er échelon du grade de professeur technique-adjoint de 1re classe

- 2-10-80 — Domlan Ayélé Adomefa, professeur technique-adjoint de 2e classe 3e échelon

CORPS DES MONITEURS (Cat. D)

Au 1er échelon du grade de moniteur de 2e classe

- 1- 1-80 — Awalegbedji Ayao, moniteur de 3e classe 4e échelon
 Les intéressés ci-après désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

CORPS DES INSTITUTEURS (Cat. B)

Au 2e échelon du grade d'instituteur de 1re classe

- 24-1-82 — Mensah Vignon, inst. de 1re classe 1er échelon.

CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)

Au 2e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe

- 9-9-82 — Agboati Etsè, inst. adjt. de 2e classe 1er échelon.

CORPS DES PROFESSEURS TECHNIQUES-ADJOINTS (cat. C)

Au 2e échelon du grade de professeur technique-adjoint

- 2-10-82 — Domlan Ayélé Adoméfa, prof. techn. adjt de 1re classe 1er échelon.

CORPS DES MONITEURS (cat. D)

Au 2e échelon du grade de moniteur de 2e classe

- 1-1-82 — Awalegbedji Ayao, moniteur de 2e classe 1er éch.

Arrêté n° 1451-MTFP du 5-10-82 Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Corps des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes (cat. A1)

Au 1er échelon du grade de médecins-inspecteur

27-1-81 — Hodonou Kossi Assogba Sédété, médecin en chef 3e échelon

Corps des agents techniques (cat. B)

Au 1er échelon du grade d'agent technique de 1re classe

1-7-79 — Aduayi Akué Agbelessessi, agt. techn. de 2e cl. 4e éch.

Corps des infirmiers (cat. D)

Au 1er échelon du grade d'infirmier ordinaire

1-6-81 — Napo Dakou Boukari, infirm. adjt 4e échelon

M. Aduayi Akué Agbelessessi, agent technique de 1re classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er juillet 1981.

Arrêté n° 1452-MTFP du 5-10-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel des douanes, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Corps des contrôleurs (cat. B)

Au 1er échelon du grade de contrôleur de 1re classe

17-8-81 — Guinhouya Komlan, contrôleur de 2e cl. 4e éch.

Corps des préposés de brigades (cat. D)

A la classe exceptionnelle du grade de brigadier-chef

15-2-81 — Agboblé Dzidonu Sedem Agbelenkor, brigadier chef 3e échelon

Au 1er échelon du grade de brigadier 10m 10j RSM

24-6-77 — Agbo-Kpati Amouzou, préposé 4e échelon

Agbo-Kpati Amouzou, est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

14-8-78 — brigadier 2e échelon (RSM épuisée)

14-8-80 — brigadier 3e échelon.

Arrêté n° 1453-MTFP du 5-10-82 — M. Panassa Kégué Kpatcha, n° mle 010384-J agent technique de 2e classe 4e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique est promu au grade d'agent technique de 1re cl. 2e éch. à compter du 1er mai 1980.

M. Panassa Kégué Kpatcha, n° mle 010384-J agent technique de 1re classe 1er échelon (catégorie B-indice 1150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire d'assistant médical (option : médicale) session d'octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'assistant médical de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 indice 1200) à compter du 24 décembre 1980, date de sa prise de service et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er mai 1980 date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son corps de provenance.

M. Panassa est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 1er mai 1982.

Arrêté n° 1454-MTFP du 5-10-82 — M. Ametsipé Komi Zatu, technicien supérieur de la météorologie de 2e classe 4e échelon, (cat. A2), est promu au grade de technicien supérieur de 1re classe 1er échelon à compter du 18 juillet 1981.

Arrêté n° 1455-MTFP du 5-10-82 — Les instituteurs-adjoints ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, sont promus au grade supérieur dans les conditions suivantes :

Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe

2-3-81 Kponor Sossou Gbèdèvi

1-1-82 Sodji Ahlinvi

5-11-81 Folly Ayi Mawubenunana

7-4-82 Aziakou Komi

21-6-82 Akakpo Appoh Komi

27-12-81 Amédéka Kossi Sename

20-8-81 Johnson Kwawo A. Assiédou

1-1-81 Badagbor Komlan Mawufe

1-1-81 Nakua Kokou Mawuko

1-1-81 Adoukonou Djagou Nibouémisso

1-1-81 Kpogoh Yao Folly

1-1-82 Apedo Séna

1-1-81 Atayi Ayayi Hiba

1-1-81 Fiamor Adzowa Amétowoyona

1-1-81 Zakari Mounirou

1-1-81 Akpoli Abalo Eyana

1-1-81 Ahossou Yawo Eklou

10-9-81 Akakpo Sessi Komi

4-9-81 Toundou Tègbè

16-9-81 Dakpo Amou

14-8-81 Agbo Afangbédji

10-9-81 Noussougnon Klavoin

9-9-81 Kpedenou Kodjo

10-9-81 Kpadjiba Assogba

12-9-81 Towuia Komla Gati

16-9-81 Yikpo Kossi

Instituteurs adjoints de 3e classe 4e échelon

Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3e classe

16-9-81 — Kpetsu Yawoavi Kafui

12-9-81 — Allevi Yao Tchinou

11-9-81 — Anago Kohoé Dodji,

inst. adjt de 3e classe 4e échelon

Arrêté n° 1477-MTFP du 8-10-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

AGRICULTURE

CORPS DES INGENIEURS (Cat. A1)

Au 1er échelon du grade d'ingénieur principal

24-2-81 Doe Kodzovi, ingénieur de 1re classe 3e échelon

CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES (Cat. C)

Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal

2-1-82 Gado Nimini, adjoint techn. de 1re classe 3e échelon

ELEVAGE

CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES (Cat. C)

Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal

1-8-80 Dadjo Bakokami, adjoint techn. de 1re cl. 3e éch.

M. Dadjo Bakokami, adjoint technique principal 1er échelon, est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er août 1982.

Admissions

Arrêté n° 1398/MTFP du 27-9-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Ahama-Lumo Komla, l'arrêté n° 1826-MTFP du 12 décembre 1980 portant nomination.

M. Ahama-Lumo Komla, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique session d'août 1969 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon catégorie (C-indice 550) à compter du 14 janvier 1981 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de six (6) ans est accordée à M. Ahama-Lumo Komla pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant en qualité d'instituteur-adjoint titulaire du 1er janvier 1970 au 1er mars 1980 inclus conformément aux dispositions de l'article 31 nouveau du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Ahama-Lumo Komla est reprise comme suit :

- 14-1-81 instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + bonification 6 ans
- 14-1-81 instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon + bonification 4 ans
- 14-1-81 instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon + bonification 2 ans
- 14-1-81 instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon + bonification épuisés.

Le présent arrêté prend effet à compter du 12 mai 1982 au point de vue de la solde.

Arrêté n° 1402/MTFP du 27-9-81 — Les candidates ci-après désignées, titulaires du diplôme d'Etat de sages-femmes de l'école nationale de sages-femmes d'Etat de Lomé, sont nommées dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sages-femmes de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général)

Lawson Sibi Latré Atiwossan Avla
Radji Ibiwoumi
Ayena Adjoa Navanimi
Ketemepl Ablavi
Lawson-Body Nadou Ayénéssouwo
Bahunde Bessy Wolali
Agah Adzoavi Sefenya
Johnson Abramba Yackoley
Boyoti Yawa Saayo Bedjawè-Yam
Togbe Affiwa
Sossou-Lossah Essi Hanoupi
Têko-Agbo Dédévi
Denkey Dandjein Kokoè Dométo
Degbevi Akoua
Assilamehou Amétouyôna
Eklou Abra Dzigbodji
Amouzou Akouvi Kokoè Mawutodji
Tete Yawa Yoxo
Kpodar Ayoko Amékossou
Ibrahim Oulicatou
Seddo Abra Gbmènafa.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 1403/MTFP du 27.9.82 — Mme Komla Kuamba, épouse Gayibor, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'Etat de pharmacien de la faculté de médecine et de pharmacie de l'Université de Dakar (Sénégal), est nommée dans le cadre du personnel médical et technique de

la santé publique en qualité de pharmacienne de 1er échelon (catégorie A1 — indice 1300) et mise à la disposition du ministre de la Santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'un an quatre mois dix-sept jours (1a 4m 17 j) est accordée à Mme Komla pour ses services antérieurs accomplis du 5 mai 1980 au 1er juin 1982 à la pharmacie populaire à Lomé, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1404/MTFP du 27.9.82 — M. Awudja Kuma Amewoyo, n° mle 036153-B, employé de bureau permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 23 juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 13 du budget général).

Le présent arrêté a effet du point de vue de la solde à compter du 3 février 1982.

Arrêté n° 1405/MTFP du 27.9.82 — Mlle Woledji Akouavi Ehonam, n° mle 037418-U, employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (spécialité : employé de bureau) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er février 1982 et conserve son affectation actuelle (chapitre 14, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 2 février 1982.

Arrêté n° 1406/MTFP du 27.9.82 — Mme Dekor Afuavi, née Améganvi, n° mle 035766-G, employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 13 mai 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 22 octobre 1981.

Arrêté n° 1407/MTFP du 27.9.82 — M. Comlan Folicoué, n° mle 026225-T, aide-comptable permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option : aide-comptable) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 19 novembre 1976 et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 8 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

19.11.76 : adjoint administratif de 2e cl. 1er éch.

19.11.78 : adjoint administratif de 2e cl. 2e éch.

19.11.80 : adjoint administratif de 2e cl. 3e éch.

Le présent arrêté a effet du point de vue de la solde à compter du 9 juin 1981.

Arrêté n° 1408/MTFP du 27.9.82 — Mme 'Lotsi Akouavi, épouse Nyaku, n° mle 036394 L, employée de bureau permanente 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : employé de bureau et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 5 juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet du point de vue de la solde à compter du 27 juillet 1981.

Arrêté n° 1409/MTFP du 27.9.82 — M. Kunakey Kuami, titulaire du certificat d'aligneur dépanneur en télévision-noir et blanc du centre de formation continue inter-établissements de Clichy (France), du certificat d'aptitude professionnelle d'électronicien d'équipement et du certificat de perfectionnement professionnel d'agent dépanneur télévision couleur, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 28, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de sept mois neuf jours (7 m 9 j) est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs accomplis du 1er décembre 1979 au 5 mai 1980 à la compagnie parisienne d'expertise et du 23 juin 1981 au 18 décembre 1981 à la société INTEREY, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1410/MTFP du 27.9.82 — En attendant la parution du statut particulier des docteurs en pharmacie, MM. Bonnah Aman Moloki et Pakayi Sato Eyassama, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) et du diplôme de doctorat d'Etat de pharmacien (option biologie) de la faculté de médecine et de pharmacie de l'Université de Dakar (Sénégal) sont nommés dans la catégorie A1 en qualité de docteurs en pharmacie de 2e classe 2e échelon stagiaires (indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1411/MTFP du 27.9.82 — Mlle Tossou Ablavi Dodji (n° mle 036889-K) employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er décembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 16, article 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet du point de vue de la solde à compter du 4 février 1982.

Arrêté n° 1412/MTFP du 27.9.82 — M. Adikou Afandi, n° mle 036751-R, employé de bureau permanent 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option employé de bureau) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 30 novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1429/MTFP du 27.9.82 — Mme Klomega Mama Améyo, épouse Akoly, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat session de 1979, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er septembre 1982 et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de six (6) ans est accordée à l'intéressée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'agent non fonctionnaire du 2 octobre 1967 au 31 août 1982 conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1.9.82 — monitrice de 2e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1.9.82 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1.9.82 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 2 ans de bonification
- 1.9.82 — monitrice de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1430/MTFP du 27.9.82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Néglokpé Séwa Têtêvi, n° mle 015168-A, l'arrêté n° 832/MJ/FP/T du 24 novembre 1975 portant nomination.

M. Néglokpé Séwa Têtêvi, n° mle 015168-A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et orêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) à compter du 11 août 1975 et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 10, paragraphe 2 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 11.8.75 — adjoint technique de 2e classe 2e échelon stagiaire
- 11.8.76 — adjoint technique de 2e classe 2e échelon titularisé (AC. : 1 an)
- 11.8.77 — adjoint technique de 2e classe 3e échelon (ancienneté épuisée)
- 11.8.79 — adjoint technique de 2e classe 4e échelon.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 novembre 1981.

Arrêté n° 1431/MTFP du 27.9.82 — Mlle Ahéto Edem Adjoa Migbakpowo, n° mle 037482-C, monitrice permanente 3e catégorie échelle B, admise au certificat d'aptitude au monitorat, session de 1977, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270), à compter du 1er janvier 1978 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs de monitrice permanente accomplis du 1er octobre 1967 au 31 décembre 1977 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1.1.78 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1.1.78 — monitrice de 2e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1.1.78 — monitrice de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1.1.78 — monitrice de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1441/MTFP du 30.9.82 — Est rapporté l'arrêté n° 1512/MTFP du 22 octobre 1980 portant nomination de M. Nougou Djossou.

M. Nougou Djossou qui a terminé avec succès l'année préparatoire aux études supérieures et obtenu le diplôme d'études supérieures (option : calculs économiques et mathématiques de l'école des hautes études économiques de Prague (République socialiste tchécoslovaque) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 42, article 2 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service et au point de vue de la solde à compter du 30 octobre 1980.

Arrêté n° 1443/MTFP du 1.10.82 — M. Djimedo Komlan, titulaire de la licence et de la maîtrise ès-sciences naturelles de l'Université de Dakar (Sénégal), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 26, article 13, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1458/MTFP du 5.10.82 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens de commerce, M. Dagba Kwami Attisso Déoudé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré série G3 (techniques commerciales) est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien de commerce de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 42, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1459/MTFP du 5.10.82 — Est rapporté l'arrêté n° 303/MFP du 10 décembre 1965, portant intégration.

Mme Agbobly-Atayi Ayoko, épouse Ocloo, n° mle 000982-Q, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session d'octobre 1961 et du diplôme d'assistance médicale et de laborantine à la fin d'une formation professionnelle de trois (3) années en République Fédérale d'Allemagne, est nommée dans le cadre du personnel médical et technique en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 5 décembre 1965 et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

La situation administrative de Mme Agbobly-Atayi Ayoko, épouse Ocloo est reprise comme suit :

- 5.12.65 — agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire
- 5.12.66 — agent technique de 2e classe 1er échelon titularisée AC. 1 an
- 5.12.67 — agent technique de 2e classe 2e échelon
- 5.12.69 — agent technique de 2e classe 3e échelon
- 5.12.71 — agent technique de 2e classe 4e échelon
- 5.12.73 — agent technique de 1re classe 1er échelon
- 5.12.75 — agent technique de 1re classe 2e échelon
- 5.12.77 — agent technique de 1re classe 3e échelon
- 5.12.79 — agent technique principale 1er échelon
- 5.12.81 — agent tech. principale 2e éch. (ind. 1550)

Le présent arrêté prend effet à compter du 22 décembre 1981 au point de vue de la solde.

Arrêté n° 1460-MTFP du 5.10.82 — En attendant la parution du statut particulier des aides-comptables mécanographes M. Tonou Kodjo Djinyefa, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-aide-comptable) et du brevet d'études professionnelles spécialité : comptable-mécanographe est nommé dans la catégorie C en qualité d'aide comptable-mécanographe de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 42, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1461-MTFP du 5.10.82 — M. Amegan Komlan Minhloindo, facteur permanent n° mle 52151-Z échelle H échelon 4, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration des réseaux des chemins de fer du Togo, est nommé chef de station de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 23 août 1976 et conserve son affectation (chapitre 2, article 2, paragraphe 2 du budget annexe des C.F.T.).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 23.8.76 — chef de station de 2e classe 1er échelon
- 23.8.78 — chef de station de 2e classe 2e échelon
- 23.8.80 — chef de station de 2e classe 3e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 1462-MTFP du 5-10-82 — M. Anato Labi Kodjo, n° mle 052392-A, aide-comptable permanent échelle 1 échelon 4, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : aide-comptable et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration des chemins de fer, est nommé chef de station de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 2, article 2, paragraphe 4 du budget annexe des CFT).

Le présent arrêté a effet du point de vue de la solde à compter du 14 janvier 1982.

Arrêté n° 1463-MTFP du 5-10-82 — Mme Bouraïma Adidjatou Koudira, épouse Akakpo-Vidah, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de doctorat d'Etat de l'université du Bénin est admise dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1464-MTFP du 5-10-82 — M. Kpatcha Komlan, n° mle 029927-Z, mécanicien diéséliste permanent 4e catégorie, échelle D, titulaire du diplôme de mécanicien réparateur d'engins des TP. du centre de formation pour entretien routier (CERFER) cycle A session de juin 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise-adjoint 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1981 et reste mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 28, article 6 du budget général).

Arrêté n° 1465-MTFP du 5-10-82 — Est rapporté en ce qui concerne MM. Anago Mawuko Koudjodjinawo et Digoh Kossi Afangbédji Aféléte, l'arrêté n° 212-MTFP du 23 février 1982 portant nomination.

M. Anago Mawuko Koudjodjinawo, n° mle 028469-X et Digoh Kossi Afangbédji Aféléte, n° mle 102575-Z, topographes permanents respectivement de 5e catégorie échelle A et de 6e catégorie échelle C, titulaire du BEPC, du certificat de fin d'apprentissage de topographie et du diplôme d'agent technique géomètre du

centre régional de formation pour entretien routier (CERFER) cycle B session de juin 1981, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoints techniques 1er échelon stagiaires (catégorie B—indice 750) à compter du 1er juillet 1981 et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural dans les conditions suivantes :

Anago K. K. Mawuko : chapitre 36, article 6 du budget général)

Digoh K. A. Aféléte : chapitre 36, article 11 du budget général.

Arrêté n° 1466-MTFP du 5-10-82 — Les agents ci-après désignés, titulaires du diplôme du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER) spécialité mécanicien réparateur d'engins des travaux publics — cycle A, session de juin 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agents de maîtrise adjoints 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550), à compter du 1er juillet 1982 et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République chargé de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 6, article 10 du budget général).

N'Gnama Tchaa, mécanicien diéseliste permanent 5e cat. éch. A

Mariki Badouna, mécanicien diéseliste permanent 4e cat. éch. D

Egbaw Passaw, mécanicien diéseliste permanent 4e cat. éch. D.

Arrêté n° 1467-MTFP du 5-10-82 — M. Gbenouga Agbetoho Kokou n° mle 037562-U, employé de bureau permanent 5e catégorie, échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option employé de bureau) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en

qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 2 novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1468-MTFP du 5-10-82 — M. Bode Amadou Issa n° mle 032626-L, surveillant des forêts et chasses de 2e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové (promotion 1978-1981) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique des forêts et chasses de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 17 août 1981 et mis à la disposition du ministre du Développement rural (chapitre 20, article 9 du budget général).

Arrêté n° 1469-MTFP du 5-10-82 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 22 et 23 octobre 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Lawson Dopé Megbenya, monitrice permanente 2e catégorie échelle B

Namboul Yendoumban, épouse Dzotsi, monitrice permanente 2e catégorie échelle B

Dadji Abra Ossibuè, monitrice permanente 2e catégorie échelle A

Nambiema Akoh Fadjara, moniteur permanent 2e catégorie échelle B.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux intéressés dans les conditions suivantes, pour leurs services accomplis en qualité d'agents non fonctionnaires, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Noms et Prénoms	Période de service d'agent non fonctionnaire	Ancienneté totale acquise	Bonification des 2/3
Lawson Dopé Megbenya	7-9-77 au 31-12-80	3 ans 3 mois 24 j.	2 ans 2 mois 16 j.
Namboul Yendoumban, épouse Dzotsi	11-9-78 au 31-12-80	2 ans 3 mois 20 j.	1 an 6 mois 13 j.
Dadji Abra Ossibuè	11-9-78 au 31-12-80	2 ans 3 mois 20 j.	1 an 6 mois 13 j.
Nambiema Akoh Fadjara	1-1-74 au 31-12-80	7 ans.	4 ans 8 mois

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Nambiema Akoh Fadjara

1-1-81 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 4 ans 8 mois de bonification

1-1-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 2 ans 8 mois de bonification

1-1-81 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 8 mois de bonification

1-5-82 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Lawson Dopé Megbenya

- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 2 ans 2 mois 16 jours de bonification
 1-1-81 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 2 mois 16 jours de bonification.

Namboul Yendoumban, épouse Dzotsi et Dadji Abra Ossibuè

- 1-1-81 — monitrices de 3e classe 1er échelon + 2 ans 2 mois 13 jours de bonification
 18-6-81 — monitrices de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Mlle Dadji dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1470-MTFP du 5-10-82 — M. Nabine-Gado Napo (ex Djeri Yao) chauffeur permanent 3e catégorie échelle D, titulaire du diplôme de mécanicien réparateur d'engins des T.P. du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER) cycle A, session de juin 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise-adjoint 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1981 et reste mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 50, article 3 du budget général).

Arrêté n° 1478-MTFP du 8-5-82 — Les candidats ci-après désignés nouvellement sortis de l'école nationale des auxiliaires médicaux sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

Assistants d'hygiène d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Gbohoe Dokui Kossi Dah Mawuawoè
 Agode Kokou Sénamé Wola
 Ekouevi Koffi Gamedou
 Yempapou Blimpo
 Ouro-Sama Issou-Wavana
 Sotoma Bilakossa Yham.
 Mensah Séwa Novignon Koumako
 Bakar Adjowavi
 Sogbo Kouami Mawuli
 Adaki Halaoa
 Kpetse Gogo Yawo
 Gnassim Tchao Massamaesso
 Komlavi Afi Kafui

Laborantins d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Leloua Ankou Tassingalako Oudanou Tani Gnimpale
 Kakatsi Kodzo Aménoukou Kpatagnon
 Mokli Yao Ali Eyata Kodo
 Assion K. Ezzo-Edissalè Kodzo Semekonawo
 Eklou Komlan Tsatse M. Kossi Agbéko
 Adjignon Messan Kossi Agama Abravi
 Amegniagbo Tété Gomado Aziakou Mensah
 Gbadabizo K. Tsiwonou Ametepe Kobla.

Laborantins d'Etat de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600)

Azondoga Messanvi Agbénigan
 Awesso Aklesso
 Ledi Kpadénou Agbenowosi.

Masseurs kinésithérapeutes de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Atakou N'Pooh
 Agbeleze Kokuvi Mawunya Segbename
 Wogblo Komla Esseboe.

Techniciens orthopédistes de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Nabede Amath Damali Kossi Mawunyo.

Technicien orthopédiste de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600)

Tankpe Bawa Yohoudéma.

Infirmiers d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Bawa Tchassémeli Deganus Ayélé
 Abbey A. Elagnon Wedey Adjabarassou Pesseti Afua
 Adam Sekina Aledi Edissalè Abra
 Akpaka Tsévi Agbelesesi Amegan Koffi Amévi
 Amegble K. Mawuenyega Adokpe Kodjovi
 Agnamana V. Ibiyéle Akuavi Ayissah Yao Wowonyo
 Adom Yomiédema Agoro Essowavana
 Akoumany K. Aményuie Adogli Massan
 Ayi-Kognon Adakou Bokotse Komi Edugbedo
 Adagbledou Amavi Dovi Hanou Massan
 Dadjie Ananivi Seyenam Doh Akossiwa Délali
 Djatho Touka Egbe Kokou Novissi
 Edjimi Adjoa Akpéné Gbobada Kossi Kégnoho
 Eza Kokouvi Gamado Yawovi Gavi
 Golou Kodjo Kodjode Koffivi Selom
 Helim Essohanam Kokou Kossi Vignon
 Koulouma Kossi Komou Samie Sinaréwa
 Kiyolou E. Baham-Ezzo Lagbema Warkatinta
 Lawson Koko Délali Lota Amadou Diisi
 Maditoma-K. Tchoougrou Nandja Nikabou
 Klouvi Akua Déla Palawia Amana
 Nassoma Nadjékan Pelipodom Essodina
 Pahaminz Komi Hodabalo Pre Mawée Dahoma
 Polle Banambako Sunu Mawuena Ayawovi
 Sekou-Hlontchi Améyo Tagba Djery Mayza
 Tétégan Akouète Bénissan Tchamdja Kokou Paka
 Yola Koumai Tonoude Abila.
 Yovogan Kodjo Agbéko

**Infirmiers d'Etat de 2e classe 2e échelon stagiaires
(catégorie C-indice 600)**

Mme Ilougbo Afi Nokémi, épouse Agouma Imlé Komlan

Daku Kwami Nutefe Woakafui.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Intégrations

Arrêté n° 1399-MTFP du 27-9-82 — La situation administrative des préposés des forêts et chasses ci-dessous désignés est régularisée comme suit :

Nougnava Komlan n° mle 028571-V

20-7-79 — préposé de 1re classe 1er échelon

20-7-81 — préposé de 1re classe 2e échelon (indice-470)

Kpeglo Dégboé Yao, n° mle 023922-C

23-1-76 — préposé de 2e classe 1er échelon A.C. 1 an

23-1-77 — préposé de 2e classe 2e échelon

23-1-79 — préposé de 2e classe 3e échelon

23-1-81 — préposé de 2e classe 4e échelon (indice-390).

MM. Nougnava Komlan, n° mle 028571-V, préposé des forêts et chasses de 1re classe 2e échelon (catégorie D-indice 470) et Kpeglo Dégboé Yao, n° mle 023922-C, préposé des forêts et chasses de 2e classe 4e échelon (catégorie D-indice 390), titulaires du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové (promotion 1978-1981) sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoints techniques des forêts et chasses de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 17 août 1981 et restent mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 9 du budget général).

Arrêté n° 1400-MTFP du 27-9-82 — Mlle Adjamagbo Ayélo Okpè, n° mle 016400-S, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 3e échelon (catégorie A2-indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire d'une attestation du diplôme d'ingénieur agronome de l'Université du Bénin, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) à compter du 16 juillet 1979 date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1419-MTFP du 27-9-82 — Est rapportée en ce qui concerne M. Talboussouma Rassa, la décision n° 800-MTFP du 5 mai 1982, portant avancements automatiques d'échelons.

En attendant la parution du statut particulier des bibliothécaires, M. Talboussouma Rassa, n° mle 015744-A, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C-indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat et du diplôme de bibliothécaire de l'Université de Legon à la fin d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois (3) ans au Ghana, est rayé de ce cadre et intégré dans la catégorie B en qualité de sous-bibliothécaire de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) à compter du 4 novembre 1980 date de retour de stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1420-MTFP du 27-9-82 — M. Sewavi-Kodzo, n° mle 015658-L, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence es-lettres (option anglais) de l'Université du Bénin, session de juin 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure, en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er juillet 1981 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1421-MTFP du 27-9-82 — M. Badompta Ba'Ema Bitoka, n° mle 003584-S, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire de l'attestation du B.S.P.S. (Brevet supérieur professionnel de sylviculture) de l'école forestière du Banco (République de Côte d'Ivoire), à l'issue d'un stage de formation professionnelle, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur des forêts et chasses de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) à compter du 1er juillet 1981, date de retour du stage et conserve son affectation actuelle (budget autonome de l'ODEF).

Arrêté n° 1422-MTFP du 27-9-82 — M. Toyisson Bamassi Lalang, n° mle 015528-A, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 3e échelon (catégorie A2-indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de sortie des élèves-professeurs des écoles normales d'instituteurs de l'institut national des sciences de l'éducation de l'université du Bénin, session de juin 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qua-

lité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1423/MTFP du 27-9-82.—M. da Silveira Adjété Koffi, n° mle 101900-W ; professeur des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres (option : philosophie et sciences sociales appliquées de l'Université du Bénin session d'octobre 1981), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1424/MTFP du 27-9-82 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Donou-Adonsou K. Fiohouassi, l'article 2 de l'arrêté n° 1410/MTFP du 2 octobre 1981, M. Mona Messan Sagno, l'article 2 de l'arrêté n° 413/MTFP du 18 mars 1981 et M. Gamety Komlan Djayissé l'article 2 de l'arrêté n° 1157/MTFP du 17 août 1981, portant promotions et avancements automatiques d'échelons.

Les instituteurs-adjoints (catégorie C) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session de 1979, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure, en qualité d'instituteurs (catégorie B) dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général), à compter du 1er janvier 1980.

Noms et Prénoms n° mle	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Donou-Adonsou K. Fiohouassi	Inst. adjt. de 1re clas. 1er échelon (Indice 900)	1-10-78	inst. de 2e cl. 3e échelon (indice 950)	1-1-80
Mona Messan Sagno	Inst. adjt. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	27-9-78	inst. de 2e cl. 1er échelon (Indice 750)	27-9-78
Gamety Komlan Djayissé	Inst. adjt. de 2e cl. 1er éch. (Indice 750)	1-1-79	inst. de 2e cl. 1er échelon (Indice 750)	1-1-79

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Au 4e échelon du grade d'instituteur de 2e classe

1-1-82 Donou Adonsou K. Fiohouassi, instituteur de 2e classe 3e échelon

Au 2e échelon du grade d'instituteur de 2e classe

27 9-80 Mona Messan Sagno, instituteur de 2e classe 1er échelon

1-1-81 Gamety Komlan Djayissé, instituteur de 2e classe 1er échelon.

du premier degré de 3e classe 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) à compter du 21 Avril 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1426/MTFP du 27-9-82 — Est rapporté l'arrêté n° 1426/MTFP du 4 février 1982 portant intégration.

Mme Ahiany Ama, n° mle 001317-F, institutrice de 2e classe 4e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement des premier et deuxième degrés, promotion 1979-1981 est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspectrice de l'enseignement du premier degré de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1er juillet 1981 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1325/MTFP du 27-9-82 — M. Sodatonou Komlanvi Gomido, n° mle 011093-X, inspecteur de l'enseignement du premier degré de 3e classe 1er échelon (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation (CAIEN) session d'avril 1982 est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure au grade d'inspecteur de l'enseignement

Arrêté n° 1427/MTFP du 27-9-82 — Est rapporté en ce qui concerne Mme Méatchi Assana, la décision n° 2175/MTFP du 29 octobre 1981 portant avancements automatiques d'échelons.

Mme Méatchi Assana, n° mle 003527-Z, professeur de C.E.G. de 3e classe 3e échelon (catégorie A2-indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen de fin de formation des élèves-inspecteur de l'enseignement des premier et deuxième degrés promotion 1979-1981 est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er juillet 1981 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

L'ancienneté dans le grade est acquise à compter du 11 septembre 1979 date d'effet du dernier avancement d'échelon dans le corps de provenance.

Mme méatchi Assana, n° mle 003527-Z, professeur de 3e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est élevée au 2e échelon de son grade à compter du 11 septembre 1981.

Arrêté n° 1428/MTFP du 27-9-82 — M. Lawani Badamassi, n° mle 008722-L, professeur des CEG de 3e classe 3e échelon (catégorie A2-indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré est rayé du corps des professeurs des CEG et intégré dans celui des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré en qualité d'inspecteur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 20 octobre 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1456-MTFP du 5-10-82 — Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours session des 22 et 23 octobre 1980 sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er janvier 1981 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Danklu Ahansou Manassé, moniteur de 2e classe 2e échelon (indice 470)

Doni Pabigani, monitrice de 3e classe 2e échelon (indice 310)

Akouété Kouma, moniteur de 3e classe 2e échelon (indice 310)

Akoda Koffi, moniteur de 3e classe 4e échelon (indice 390)

Acolatse Adjoko Delagnon Lonlon, monitrice de 2e classe 1er échelon (indice 470)

Houmanou Messan Koffi, moniteur de 2e classe 2e échelon (indice 470)

Ankude Komlan Sedji, moniteur de 2e classe 1er échelon (indice 430)

Tchabana Noussa, moniteur de 3e classe 2e échelon (indice 310).

Arrêté n° 1457/MTFP du 5-10-82 — M. Agbedanu Awussi Agbenyegan n° mle 000917-X, professeur des collèges d'enseignement général de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement, des 1er et 2e degrés (promotion 1979-1981) est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 3e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 1er juillet 1981 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1473/MTFP du 7-10-82 — M. Tidjani Dourodaye, n° mle 104557-P, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de IIIe cycle option « développement industriel et techniques d'évaluation des projets » de l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) de l'Université de Paris I (France) est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) à compter du 9 juillet 1982 et reste mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4 du budget général).

Arrêté n° 1474/MTFP du 7-10-82 — Est rapportée en ce qui concerne M. Koffi Mensah n° mle 016126-J, la décision n° 742/MTFP du 26 avril 1982 portant avancements automatiques d'échelons.

M. Afanou Comlan Edoh, n° mle 000696-A, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1980 (indice 650).

Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 22 et 23 octobre 1980, sont intégrés dans le corps des instituteurs (catégorie B) à compter du 1er janvier 1981, dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13 paragraphe 1 du budget général).

Noms et Prénoms	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Afanou Comlan Edoh	inst. adjt. de 3e cl. 3e échelon (indice 650)	1-1-80	inst. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	1-1-81
Karoue Pitalidou Madatchada	inst. adjt. de 3e cl. 2e échelon (indice 600)	17-4-80	—	—
Setondji Akpovi	inst. adjt. de 3e cl. 3e échelon (indice 650)	18-4-79	—	—
Tchangai Farara Simtona	—	1-1-80	—	—
Agbéwanou Agbéménou	inst. adjt. de 3e cl. 4e échelon (indice 700)	1-1-81	—	—
Koffi Mensah	inst. adjt. de 3e cl. 3e échelon (indice 650)	16-12-79	inst. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	1-1-81
Agbolan Ségbédji Yao	inst. adjt. de 2e cl. 2e échelon (indice 800)	1-1-81	inst. de 2e cl. 2e échelon (indice 850)	—
Agossou-Agodabla Sèhouénou Lom	—	20-9-79	—	—
Amessinou Kokou	—	27-9-80	—	—
Agbédigni Sédjro	—	—	—	—
Akpadji Béto	inst. adjt. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	9-9-80	inst. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	9-9-80
Klouvi Koffi Délali	—	1-1-80	—	1-1-80
Gbedze Komlan Mianonkpo	—	16-9-80	—	16-9-80
Satekla Agbéko	inst. adjt. de 2e cl. 2e échelon (indice 800)	15-9-80	inst. de 2e cl. 2e échelon (indice 850)	1-1-81
Deku Komla Amedzro	inst. adjt. de 1re cl. 2e échelon (indice 950)	1-10-80	inst. de 2e cl. 3e échelon (indice 950)	1-10-80
Kédjagni Adjwou Mensah	—	1-1-80	—	1-1-80
Dossouvi Ahlonkoba	inst. adjt. de 2e cl. 3e échelon (indice 850)	1-1-81	inst. de 2e cl. 2e échelon (indice 850)	1-1-81
Tagneto Attah-Kwami	—	—	—	—
Nouboukpo Kanyi Améwanou	inst. adjt. de 3e cl. 4e échelon (indice 700)	1-1-81	inst. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	—
Hounkpati Komi	inst. adjt. de 3e cl. 3e échelon (indice 650)	—	inst. de 2e cl. 1er échelon (indice 750)	—
Azaleko Améwossina	inst. adjt. de 3e cl. 4e échelon (indice 700)	9-9-79	—	—
Sewu Kodjo Efoaboé	—	—	—	—
Azilan Awuvé Senyala	—	—	—	—
Folikoé Kanyi Dometo	—	—	—	—

Titularisations

Arrêté n° 1397/MTFP du 24-9-82 — Les professeurs des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaires (Cat. A2) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges de l'enseignement, admis à l'examen du session de 1978, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1979 :

Amégan Koffi Gaméli Dziwonou (AC. 3 m 27 j)
 Agbenyowu Nyavo Honamdzo (AC. 1 an)
 Houndjago Ayaovi (AC. 3 m 19 j.)
 Agbegninou Ezi Kwami (AC. 3 m 22 j.)
 Kalao Samba (AC. 4 m 15 j.)
 Tabo Batoumé (AC. 4 m 15 j.)
 Abosse Koffi Djabaku (AC. 3 m 6 j.)
 Allokpenou Ayé-Badjè, (AC. 3 m 20 j.)

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade à compter des dates suivantes : (AC. néant).

- 4-9-80 — Amégan Koffi Gaméli Dziwonou
- 1-1-80 — Agbenyowu Nyavo Honamdzo
- 12-9-80 — Houndjago Ayaovi
- 9-9-80 — Agbegrinoui Ezi Kwami
- 16-8-80 — Kalao Samba
- 11-8-80 — Tabo Batoumé
- 25-9-80 — Abosse Koffi Djabaku
- 11-9-80 — Allokpenou Ayé-Badjé.

M. Agbenyowu Nyavo Honamdzo, professeur des CEG de 3^e classe 2^e échelon, est élevé au 3^e échelon de son grade à compter du 1^{er} janvier 1982.

Arrêté n° 1401/MTFP du 27-9-82 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Corps des techniciens supérieurs de laboratoire (cat. A2)

8-9-81 — Agbedi Komi Enyonam technicien supérieur de laboratoire de 2^e classe 1^{er} échelon.

Corps des sages-femmes (catégorie B)

- 28-8-80 — Segbaya Ayaba Sédoalo
 - 28-8-80 — Kouayi Adjoa Massan Enyonam, épouse Akakpoussa
 - 5-9-79 — Amouzou Amavi Massan
- sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des agents techniques (cat. B)

- 16-8-80 — Vaseho Dossa Essémliko
 - 8-8-81 — Gbedevi Akouété,
 - 8-8-81 — Amah Akila Tchiou
 - 8-8-81 — Tenou Dzigbodi Abra
 - 8-8-81 — Sogbadji Comlan
 - 6-8-80 — Sognon Kodjo Agbenossi
- agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon.

Corps des infirmiers (catégorie D)

- 8-8-81 — Gnamata Adokoé Kossi, infirmier adjoint 3^e échelon
- 15-11-78 — Yenkey Kodjo Sènamè, infirmier adjoint 1^{er} échelon

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes (AC. épuisée).

Corps des techniciens supérieurs de laboratoire (cat. A2)

Au 2^e échelon du grade de technicien supérieur de laboratoire de 2^e classe

- 8-9-82 — Agbedi Komi Enynnam, tech. sup. de labo. de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des sages-femmes (cat B)

Au 2^e échelon du grade de sage-femme de 2^e classe

- 28-8-81 — Segbaya Ayaba Sédoalo
 - 5-9-80 — Amouzou Amavi Massan
 - 28-8-81 — Kouayi Adjoa Massan Enyonam, ép. Akakpoussa
- sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des agents techniques (cat B)

Au 2^e échelon du grade d'agent technique de 2^e classe

- 16-8-81 — Vaseho Dossa Essémliko
 - 6-8-81 — Sognon Kodjo Agbenossi
 - 8-8-82 — Gbedevi Akouété
 - 8-8-82 — Amah Akila Tchiou
 - 8-8-82 — Tenou Dzigbodi Abra
 - 8-8-82 — Sogbadji Comlan
- agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon

Corps des infirmiers (cat D)

Au 4^e échelon du grade d'infirmier adjoint

- 8-8-82 — Gnamata Adokoé-Kossi, infirmier adjoint 3^e échelon
- YENKEY Kodjo Sènam infirmier-adjoint 1^{er} échelon
- 15-11-79 — infirmier adjoint 2^e échelon
- 15-11-81 — infirmier adjoint 3^e échelon.

Arrêté n° 1448/MTFP du 5-10-82 — M. Koissidjin Yaovi n° mle 013764-E, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 2 septembre 1975 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes :

- 2-9-76 — ing. adjt. de 3^e cl. 2^e éch. (AC épuisée)
- 2-9-78 — ing. adjt. de 3^e cl. 3^e échelon
- 2-9-80 — ing. adjt. de 3^e cl. 4^e éch.

Détachement

Arrêté n° 1415-MTFP du 27-9-82 — M. Djagbassou Akouété n° 004748-W, instituteur de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au lycée de Tabligbo, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la confédération nationale des travailleurs du Togo (CNTT).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Djagbassou ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de la C.N.T.T.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté rapporté

Arrêté n° 1416/MTFP du 27-9-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Akakpo Doh, n° matricule 001499-V, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon, l'arrêté n° 195/MTFP du 17 février 1982 portant licenciement.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DECISION N° 249/METQD-RS/MEPDD du 18 octobre 1982 fixant les dates des examens et concours pour l'année 1982-1983.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DU TROISIEME ET DU QUATRIEME DEGRE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel,

DECIDENT :

Article premier. — Les examens et concours de l'année scolaire 1982-1983 auront lieu aux dates suivantes :

TYPE D'EXAMENS OU CONCOURS	DEBUT DES INSCRIPTIONS	DATE DE CLOTURE DES REGISTRES D'INSCRIPTION	DATE DE L'ECRIT	DATE DE LA CORRECTION	
C.E.P.D.	15 novembre 1982	11 février 1983	16 et 17 juin 1983	20 juin 1983	Répartition des admis : 18 juillet 1983
B.E.P.C.	15 novembre 1982	28 janvier 1983	25 au 27 mai 1983	6 juin 1983	
C.A.P. commerciaux	15 novembre 1982	28 janvier 1983	2 au 13 mai 1983	Immédiate	
CAP Industriels, CAP dessin bâtiment	15 novembre 1982	28 janvier 1983	16 au 27 mai 1983	Immédiate	
dessin-construction, mécanique	15 novembre 1982	28 janvier 1983	22 au 30 juin 1983	Immédiate	
CAP arts ménagers	15 novembre 1982	28 janvier 1983	22 au 30 juin 1983	Immédiate	
CAP sténo-dactylo-correspondancier ..	15 novembre 1982	28 janvier 1983	16 au 27 mai 1983	Immédiate	
BEP commerciaux	15 novembre 1982	28 janvier 1983	19 mai 1983		
Epreuves techniques — pratiques première partie baccalauréat	15 novembre 1982	28 janvier 1983	30 mai au 3 juin 1983	6 juin 1983	
Première partie du baccalauréat			25 mai 1983		
Epreuves techniques pratiques de baccalauréat			6 juin 1983		
Epreuves facultatives du baccalauréat	15 novembre 1982	14 janvier 1983	13 au 30 juin 1983	Immédiate	
Baccalauréat	3 janvier 1983	29 avril 1983	27 au 30 juin 1983	Immédiate	
BP Banque	4 juillet 1983	29 juillet 1983	22-23 et 24 août 1983	Immédiate	
BEPC session de remplacement			29 août au 2 septembre 1983	7 sept. 1983	
Première partie baccalauréat session de remplacement	4 juillet 1983	5 août 1983	26 septembre au 4 octobre 1983	Immédiate	
Baccalauréat session de remplacement			23 au 27 mai 1983	Immédiate	
CFEN — IJE	7 mars 1983	21 avril 1983	6 au 10 juin 1983	Immédiate	
CFEN — ENI	7 mars 1983	29 avril 1983	6 au 10 juin 1983	Immédiate	
CFEN — ENS	7 mars 1983	29 avril 1983	19 octobre 1983	12 déc. 1983	
C.A.M.	13 décembre 1982	25 mars 1983	19 et 20 oct. 1983	12 déc. 1983	
CEAP — Premier degré, Deuxième degré, PTA	13 décembre 1982	25 mars 1983	19 et 20 oct. 1983	12 déc. 1983	
CAP — Premier degré, Deuxième degré PTA	13 décembre 1982	25 mars 1983	19 et 20 oct. 1983	12 déc. 1983	
CAP-CEG et CAP-CET	13 décembre 1982	25 mars 1983	22 juillet 1983	27 juillet 1983	
Recrutement IAS	18 mai 1983	8 juillet 1983	27 juillet 1983	Immédiate	
Recrutement ENI	10 février 1983	31 mai 1983	20 juillet 1983	27 juillet 1983	
Recrutement ENI-JE	18 mai 1983	8 juillet 1983	11 juillet 1983	Immédiate	
Recrutement ENS	1 février 1983	3 mai 1983			
Concours national d'entrée en seconde	15 novembre 1982	22 juillet 1983	6 et 7 sept. 1983	9 sept. 1983	
Recrutement élèves conseillers pédagogiques	11 décembre 1982	15 février 1983	16-18 mars 1983		

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 octobre 1982

Le ministre de l'Enseignement
du troisième et du quatrième degrés
et de la recherche scientifique,
A. AGBETRA

Le ministre de l'Enseignement
des premier et deuxième degrés,
K. AGBETIAFA

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite. de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 333/MEF/CR du 16-9-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Aboussi Péro (née Assia) épouse de M. Aboussi Toï, caporal chef, 5e échelon n° matricule 27.121 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575 pourcentage 25%) en retraite, décédé le 26 décembre 1978, une pension de veuve au taux annuel de soixante douze mille trois cent trente six (72.336 frs) pour compter du 13 juillet 1981 et de soixante quinze mille neuf cent cinquante six (75.956) frs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille quatre cent soixante huit (14.468) frs l'an pour compter du 13 juillet 1981 et à quinze mille cent quatre vingt douze (15.192) francs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Miwalo, née le 31 octobre 1960

Kadè, né le 3 octobre 1962

Somié-Abalo, né le 10 mai 1964

Naka, née le 5 juillet 1964

Tchaou, né le 3 décembre 1964

Hodabalo, né le 6 mai 1967

Yôme, née le 17 août 1969.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelins attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Aboussi Kpatcha, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 334/MEF/CR du 17-9-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Attikossie Akouavi (née Tsrakassou)

Mme veuve Attikossie Latré (née Lawson)

Mme veuve Attikossie Améyo (née Lawluvi)

épouses de M. Attikossie Tèteh (Etienne), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050, pourcentage 70 %) en retraite décédé le 24 février 1981, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt huit mille soixante quatre (88.064) francs pour compter du 1er mars 1981 et de quatre vingt douze mille quatre cent soixante quatre (92.464) frs pour compter du 1er janvier 1982.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à chacune des veuves ci-après désignées :

— Mme veuve Attikossie Latré (née Lawson) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Sewavi, né le 15 mars 1955

Adjé, né le 21 juin 1959

Télé, née le 19 juillet 1961

Tékovi, née le 20 mars 1964.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à treize mille deux cent douze (13.212) francs pour compter du 1er mars 1981 et à treize mille huit cent soixante douze (13.872) francs pour compter du 1er janvier 1982.

— Mme veuve Attikossie Améyo (née Lawluvi) une majoration pour famille nombreuse aux taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Adjé, né le 17 février 1957

Télé, née le 12 septembre 1961

Agnitey, né le 14 juin 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à huit mille huit cent huit (8.808) francs pour compter du 1er mars 1981 et à neuf mille deux cent quarante huit (9.248) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante deux mille huit cent quarante (52.840) francs par an pour compter du 1er mars 1981 et à cinquante cinq mille quatre cent quatre-vingts (55.480) francs l'an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Télé, née le 19 juillet 1961

Télé Délali, née le 12 septembre 1961

Téko, née le 23 mai 1962

Séwa, né le 7 mars 1963

Emma, née le 26 mars 1964

Tékayi, née le 1er décembre 1964

Adjé, né le 2 mars 1965

Agnitey, né le 14 juin 1965

Séwa, né le 26 octobre 1967

Têko, née le 17 avril 1969

Anum, né le 11 avril 1970

Télé, née le 23 août 1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés à Mme Koudohah Akouélé (née Attikossie) administratrice des biens chargée de leur tutelle.

Arrêté n° 338/MEF/CR du 17-9-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Atakpamey Yawa (née Odjaba) épouse de M. Atakpamey Koffi (Victor) adjoint administratif de 2e classe 4e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 700 pourcentage 41 %) en retraite décédé le 8 novembre 1980, une pension de veuve au taux annuel de cent trois mille cent cinquante huit (103.158) frs. pour compter du 1er décembre 1980 et de cent huit mille trois cent seize (108.316) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixé à vingt mille six cent trente deux (20.632) francs pour compter du 1er décembre 1980 et à vingt et un mille six cent soixante quatre (21.664) frs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ernest, né le 9 mai 1961

Virginie, née le 12 octobre 1963

Polycarpe, né le 26 janvier 1965.

En vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins susdénommés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins ci-dessus dénommés seront versés entre les mains de M. Atakpamey Agbêko, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 339/MEF/CR du 17-9-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de cinq cent trente et un mille douze (531.012) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yao Kabissi, adjudant 3e échelon n° mle 12066 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yao Kabissi pour compter du 1er août 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 1er janvier 1963

Essodena, né le 5 janvier 1963

Banala, née le 19 mars 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille cent quatre (53.104) francs pour compter du 1er août 1982.

M. Yao Kabissi pourra prétendre, pour compter du 1er août 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6e rang) ci-après désignés :

Bozeesso, né le 4 avril 1967

Minzah, né le 16 janvier 1971

Adjé, née le 23 septembre 1975.

Arrêté n° 340-MEF-CR du 17-9-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de trois cent huit mille quatre cent quatre vingt onze (308.491) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koudoro Kokou (Pamphile) commis d'administration ppal de CE du corps du personnel de l'administration générale (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koudoro Kokou (Pamphile) pour compter du 1er juillet 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Afiavi, née le 22 juin 1951

Jean-Claude, né le 30 juillet 1953

Jean-Marie, né le 28 mars 1954

Afiavi, née le 7 février 1958

Comlangan, né le 2 juillet 1959

Cica, née le 27 juin 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix sept mille cent vingt quatre (77.124) francs pour compter du 1er juillet 1982.

M. Koudoro Kokou (Pamphile) pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Comlan, né le 2 juillet 1960

Ayabavi, née le 24 août 1961

Adjovi, née le 24 décembre 1962

Codjo, né le 13 janvier 1964

Kokou, né le 8 novembre 1967

Kokou Kovi, né le 16 mai 1973

Akouavi, née le 30 juillet 1975.

Arrêté n° 384-MEF-CR du 6-10-1982 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djagba Massa Atouga, agent technique de 1re classe 3e échelon du corps du person-

nel de la santé publique du Togo en retraite est révisée et fixée au taux de 71% des émoluments de base correspondant à (l'indice 1350) pour compter du 1er janvier 1981.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à six cent quatre-vingt neuf mille trente six (689.036) francs pour compter du 1er janvier 1981 et à sept cent vingt trois mille quatre cent quatre vingt huit (723.488) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Djagba Massa Atouga pour compter du 1er janvier 1981, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Assibi, née le 6 novembre 1948
Nambisséli, né le 11 juillet 1950
Mindilaba, né le 10 avril 1953
Damsanou, né le 13 novembre 1953
Songuimpali, né le 2 décembre 1955
Yaba, né le 2 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante douze mille deux cent soixante (172.260) francs pour compter du 1er janvier 1981 et à cent quatre vingt mille huit cent soixante douze (180.872) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Djagba Massa Atouga pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 17e rang) ci-après désignés :

Lardja, né le 14 novembre 1962
Kounganli, née le 26 septembre 1963
Adama, née le 24 juin 1966
Biféyi, née le 2 avril 1967
Koli, née le 4 avril 1967
Bilandikpi, né le 2 mars 1971
Dambani, né le 3 octobre 1973
Gounteni, née le 12 décembre 1973
Yembliman, né le 26 juillet 1976
Yendoukoa, né le 30 juin 1978
Gountandi, né le 13 novembre 1980.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 205-MEF-CR du 12 mai 1981 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 385-MEF-CR du 6-10-1982 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Atangbe Gado (née Abokou)
« Atangbe Yavi (née Ameve)

épouses de M. Atangbe Bawa, maréchal des logis-chef 3e échelon n° mle 476 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800, pourcentage 45%) décédé le 31 décembre 1980, une pension de

veuve au taux annuel de soixante quatre mille sept cents (64.700) francs pour compter du 26 août 1981 et de soixante sept mille neuf cent trente six (67.936) frs pour compter du 1er janvier 1982.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à cinquante trois mille neuf cent seize (53.916) francs par an pour compter du 26 août 1981 et à cinquante six mille six cent douze (56.612) francs l'an pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt cinq mille huit cent quatre vingts (25.880) francs l'an pour compter du 26 août 1981 et à vingt sept mille cent soixante seize (27.176) francs l'an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Alingué, né le 27 avril 1967
Assotina, né le 15 juillet 1969
Lata, né le 27 septembre 1971
Djassé, né le 24 mai 1973
Adjou, né le 10 mars 1974
Gnanda, né le 20 septembre 1975
Tchoko, né le 28 mai 1976
Mékléwa, née le 19 octobre 1977
Assihame, né le 18 août 1979
Olaire, né le 29 janvier 1980.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à vingt et un mille cinq cent soixante huit (21.568) francs par an pour compter du 26 août 1981 et à vingt deux mille six cent quarante quatre (22.644) francs l'an pour compter du 1er janvier 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Adjou Alèngué, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 386-MFE-CR du 6-10-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de neuf cent soixante six mille cent cinquante six (966.156) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Atayi Ayélé (Imelda) née d'Almeida, inspectrice 2e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1.600) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1982.

Arrêté n° 387-MEF-CR du 6-10-82 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent quarante deux mille six cent soixante (142.660) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Manikpa Agbanté, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 218 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice : 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1982.

M. Manikpa Agbanté pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Ouboté, né le 18 octobre 1971
 Adjoa, née le 26 juin 1972
 Gamba, née le 12 juin 1977
 Kodjo, né le 26 septembre 1977
 Assana, née le 19 juin 1978
 Fousséni, né le 19 juin 1978
 Labanté, né le 13 septembre 1979
 Afi, née le 22 mai 1981.

Arrêté n° 418-MEF-CR du 18-10-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de trois cent quarante huit mille sept cent vingt quatre (348.724) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adabi Adam, maréchal des logis 6e échelon n° mle 158 du corps du personnel de la Gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1982.

M. Adabi Adam pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 10e rang) ci-après désignés :

Sama, né le 19 novembre 1966
 Hodalo, née le 30 janvier 1967
 Meba, née le 26 janvier 1969
 Mana, née le 12 novembre 1970
 Pyalo, née le 15 mars 1973
 Attefibo, né le 3 juin 1973
 Ankou, né le 31 décembre 1976
 Amavi, née le 3 août 1977
 Assiky, né le 20 janvier 1980.

Arrêté n° 419-MEF-CR du 18-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tagba Pinoubè (née Ayao) épouse de M. Tagba Kao, agent de recouvrement du trésor de 2e classe 4e échelon (indice 700, pourcentage 14%) décédé le 3 avril 1979, une pension de veuve au taux annuel de trente deux mille vingt quatre (32.024) francs pour compter du 1er mai 1979, de trente cinq mille deux cent quatre vingt huit (35.288) francs pour compter du 1er janvier 1980 et de six mille neuf cent quatre vingt huit (36.988) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à six mille quatre cent quatre (6.444) francs l'an pour compter du 1er mai 1979, à sept mille quarante huit (7.048) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 et à

sept mille quatre cents (7.400) francs par an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Tchaa, né le 25 octobre 1975
 Essohanam, né le 3 février 1978
 Esso-Essinam, né le 30 octobre 1979.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Tagba Padakpindounam, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 421-MEF-CR du 18-10-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent trente deux mille huit cent soixante douze (332.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kalakassi Badaya, maréchal des logis 6e échelon n° mle 160 du corps du personnel de la Gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1982.

M. Kalakassi Badaya pourra prétendre, pour compter du 1er août 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 12e rang) ci-après désignés :

Kalouta, né le 16 juin 1967
 Batama, né le 21 octobre 1967
 Bamiriwèn, né le 30 juin 1968
 Komlada, né le 19 août 1970
 Hardin, né le 25 novembre 1970
 Baniwèrane, né le 13 juin 1972
 Hôba, né le 19 juin 1973
 Baguidayem, né le 14 septembre 1975
 Magnaba, née le 25 juillet 1978
 Kpédawèn, né le 30 juillet 1981
 Tadona, né le 17 mai 1982.

Arrêté n° 423-MEF-CR du 18-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Malakimbo Koudem (née Katchere) épouse de M. Malakimbo Kpézou, sergent 4e échelon n° mle 36474 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 600, pourcentage 35%) en retraite décédé le 30 décembre 1980, une pension de veuve au taux annuel de soixante quinze mille quatre cent quatre vingt quatre (75.484) francs pour compter du 14 septembre 1981 et de soixante dix neuf mille deux cent cinquante six (79.256) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quinze mille quatre vingt seize (15.096) francs par an pour compter du 14 septembre 1981 et à quinze mille huit cent cinquante deux (15.852) francs par an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Amonao, né le 17 avril 1975

Akalibima, née le 10 septembre 1978.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Napo Atamon, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 424-MEF-CR du 18-10-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de quatre cent vingt trois mille quatre cent quarante huit (423.448) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atakora Kpélou, maréchal des logis-chef 4e échelon n° mle 164 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atakora Kpélou pour compter du 1er septembre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Essohanam, née le 31 juillet 1961

Tomleba, né le 25 août 1963

Wouyao, né le 19 août 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille trois cent quarante quatre (42.344) francs pour compter du 1er septembre 1982.

M. Atakora Kpélou pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 13e rang) ci-après désignés :

Essoheyam, né le 13 octobre 1968

Essokélawè, né le 9 janvier 1972

Malabouéwè, né le 9 janvier 1972

Eyaounam, né le 22 novembre 1972

Koutoudem, née le 15 mars 1974

Essotinam, né le 22 mai 1975

Padjam, né le 1er juin 1975

Massa-Abalo, né le 19 mai 1978

Tchilabalo, né le 10 juin 1978

Kouméalo, née le 4 novembre 1981.

Arrêté n° 426-MEF/CR du 18-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Kegbalo Dédé (née Edoh)

Mme veuve Kegbalo Akouavi (née Awudor)

épouses de M. Kegbalo (Jean) brigadier-chef de police 1er échelon (indice 630, pourcentage 62%) en retraite décédé le 20 juillet 1981, une pension de veuve au taux annuel de soixante dix mille deux cent (70.200) francs pour compter du 1er août 1981 et à soixante treize mille sept cent huit (73.708) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est alloué à Mme veuve Kegbalo Akoravi (née Awudor) une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Afiwa, née le 9 juillet 1948

Kwamivi, né en 1955

Akouavi, née le 22 février 1956

Ahoéfa, née le 13 août 1958

Massan, née le 27 septembre 1961

Kwami, né le 6 février 1965.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix sept mille cinq cent cinquante deux (17.552) francs pour compter du 1er août 1981 et à dix huit mille quatre cent vingt huit (18.428) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt huit mille quatre vingt (28.080) francs pour compter du 1er août 1981 et à vingt neuf mille quatre cent quatre vingt quatre (29.484) francs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Massan, née le 27 septembre 1961

Kodjo, né le 1er février 1965

Kwami, né le 6 février 1965

Kodjovi, né le 19 février 1968

Adjovi, née le 16 novembre 1970.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kegbalo Kwamivi, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 428-MEF/CR du 25-10-82 — Une pension pour ancienneté, (pourcentage 70%) au montant annuel de deux cent cinquante six mille six cent trente six (256.636) francs pour compter du 1er octobre 1981 et de deux cent soixante neuf mille quatre cent soixante huit (269.468) francs pour compter du 1er janvier 1982 est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houédakor-Agbogbo Datè, moniteur de 2e classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 510) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houédakor-Agbogbo Datè, pour compter du 1er octobre 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Dédévi, née le 18 avril 1947

Djéné, né le 25 février 1956

Koko, né le 1er novembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt cinq mille six cent soixante quatre (25.664) francs pour compter du 1er octobre 1981 et à vingt six mille neuf cent quarante huit (26.948) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Houédakor-Agbogbo Datè pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Djifa, né le 29 novembre 1962

Enyonam, né le 18 septembre 1964

Halley, né le 3 avril 1968.

Arrêté n° 429/MEF/CR du 25-10-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de quatre cent soixante et un mille neuf cent quarante quatre (461.944) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gadoglo Agossou, maréchal des logis chef, 4^e échelon n° mle 163 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gadoglo Agossou pour compter du 1er septembre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Comlan, né le 4 mars 1961

Akoko, née le 20 janvier 1962

Akoélé, née le 20 janvier 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante six mille cent quatre vingt seize (46.196) francs pour compter du 1er septembre 1982.

M. Gadoglo Agossou pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Kossiwagan, née le 7 décembre 1969

Kossiwavi, née le 12 novembre 1972.

Arrêté n° 430/MEF/CR du 25-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Yoma Biténéwé (née Houyou)

Mme veuve Yoma Kossiwa (née Nimon)

épouses de M. Yoma Miniwa, gardien de circonscription de 2^e classe du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 420) pourcentage 50%) décédé à Atakpamé le 23 août 1979, une pension de veuve au taux annuel de trente quatre mille trois cent douze (34.312) francs pour compter du 1er septembre 1979, à trente sept mille sept cent quarante quatre (37.744) francs pour compter du 1er janvier 1980 et à trente neuf mille six cent vingt huit (39.628) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à quarante neuf mille seize (49.016) francs l'an pour compter du 1er septembre 1979, à cinquante trois mille neuf cent seize (53.916) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 et à cinquante six mille six cent douze (56.612) francs par an pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à six mille huit cent soixante quatre (6.864) francs l'an pour compter du 1er septembre 1979, de sept mille cinq cent quarante huit (7.548) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980 et de sept mille neuf cent vingt huit (7.928) francs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Matonz biyo, né le 6 juin 1963

Tomdem, né en 1963

Esso-Yèba, né le 24 février 1966

Pilizim, né le 2 mai 1968

N'Danida, née en 1968.

Nowèyem, né le 13 août 1968

Akizitèto, né le 30 octobre 1970

Bedemzow, né le 7 mai 1971

Esso-Issowou, né le 14 septembre 1971

Pialou, né le 31 mars 1973

Piabalou, né le 29 juin 1973

Essotomdjaron, né le 9 septembre 1975

Paranam, né le 23 mars 1976

Tètougnoza, né le 18 juillet 1979.

La pension temporaire d'orphelin accordée ci-dessus est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à dix neuf mille six cent huit (19.608) francs l'an pour compter du 1er septembre 1979, à vingt et un mille cinq cent soixante huit (21.568) francs par an pour compter du 1er janvier 1980, et à vingt deux mille six cent quarante quatre (22.644) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Ali Kpohou, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 431/MEF/CR du 25-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tossavi Tchotcho (née Bossou) épouse de M. Tossavi Djossouvi (Henri) contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du

personnel des chemins de fer du Togo en retraite (indice 1050, pourcentage 67 %) décédé le 18 octobre 1981, une pension de veuve au taux annuel de deux cent cinquante deux mille huit cent soixante quatre (252.864) francs pour compter du 1er novembre 1981 et de deux cent soixante cinq mille cinq cent huit (265.508) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Arrêté n° 432/MEF/CR du 25-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Talon Adjouavi (Béatrice née Alihonou Kougbia) épouse de M. Talon Lucien, adjoint technique de 1re classe 3e échelon du corps du personnel des eaux et forêts du Togo en retraite (indice 850, pourcentage 66 %) décédé le 21 février 1982, une pension de veuve au taux annuel de : deux cent onze mille sept cent vingt quatre (211.724) francs pour compter du 1er mars 1982.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est alloué à Mme veuve Talon Adjouavi (Béatrice née Alihonou Kougbia) une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Saturnin, né le 29 novembre 1941

Pauline, née le 9 septembre 1944

Aristide, née le 29 juillet 1950

Marguerite, née le 17 octobre 1953

Médard, né le 8 juin 1957

Léocadie, née le 30 mars 1962.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cinquante deux mille neuf cent trente deux (52.932) francs pour compter du 1er mars 1982.

Arrêté n° 433/MEF/CR du 27-10-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Lack Afiwa (née Nabra) épouse de M. Lack Komi Esénam, instituteur de 2e classe 2e échelon de l'enseignement du Togo (indice 850, pourcentage 50%) décédé le 12 octobre 1979, une pension de veuve au taux annuel de cent trente huit mille huit cent soixante seize (138.876) francs pour compter du 1er novembre 1979, de cent cinquante deux mille sept cent soixante (152.760) francs pour compter du 1er janvier 1980 et de cent soixante mille quatre cents (160.400) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt sept mille sept cent soixante seize (27.776) francs l'an pour compter du 1er novembre 1979, à trente mille cinq cent cinquante deux (30.552) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 et à trente deux mille quatre vingts (32.080) francs par an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Ayawoa, née le 30 novembre 1961

Ayaovi, né le 10 octobre 1968

Dodzi, né le 19 septembre 1970

Komlan, né le 27 août 1974

Anani, né le 25 août 1976

Elom, né le 1er septembre 1979.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins ci-dessus dénommés seront versés entre les mains de M. Lack Eklou Ekpé, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 434/MEF/CR du 29-10-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de quatre cent sept mille six cents (407.600) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Fagbignon Adjélé (Victorine), née Fumey, agent d'exploitation de 1re classe 2e échelon du corps du personnel des Postes et télécommunications du Togo (indice 750) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1982.

Arrêté n° 437/MEF/CR du 3-11-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Wilson Ablà (née Lankley) épouse de M. Wilson Adjévi (Godfroid) commis d'administration principal de 1re classe (indice 908, pourcentage 66 %) en retraite décédé le 25 février 1982, une pension de veuve au taux annuel de deux cent vingt six mille cent soixante douze (226.172) francs pour compter du 1er mars 1982.

Par application de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est alloué à Mme veuve Wilson Ablà (née Lankley), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Lamessan, né le 11 janvier 1948

Adjécho, née le 5 avril 1950

Delanyé, né le 12 septembre 1954

Anoumou, né le 27 mai 1958

Labioko, née le 11 juillet 1960

Doko, née le 25 mai 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante six mille cinq cent quarante quatre (56.544) francs pour compter du 1er mars 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante cinq mille deux cent trente six (45.236) francs pour compter du 1er mars 1982 au titre de l'enfant Doko, née le 25 mai 1964.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant l'émolument accordé à l'orphelin susdénommé sera versé à M. Wilson Bahun Adjété, administrateur des biens chargé de sa tutelle.

Attribution définitive de titre foncier

Arrêté n° 425/ME/DOM du 18-10-82 — Le titre foncier n° 514 du territoire du Togo est attribué à titre définitif à M. (Ben) Welback.

Le maire de la commune de Lomé et le directeur des domaines sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 410/MEF/AI du 7-10-82 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1980 ci-après:

Budget Communal

218 LOME Patentes	542.400	
CA/Patentes	108.480	
Licences	55.000	
CA/Licences	11.000	
T. C	16.500	
		733.380
219 LOME Patentes	530.700	
CA/Patentes	106.140	
Licences	234.000	
CA/Licences	46.800	
T. C.	46.000	
		941.640
220 LOME Patentes	27.484.050	
CA/Patentes	5.496.810	
Licences	491.000	
CA/Licences	98.200	
T. C.	87.000	
		33.657.060
221 LOME Patentes	7.065.835	
CA/Patentes	1.413.167	
Licences	535.000	
CA/Licences	107.000	
T. C.	147.000	
		9.268.002
		44.600.082
		44.600.082

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quarante millions six cent mille quatre vingt deux francs est fixée au 15 juin 1982.

Arrêté n° 435/MEF/AI du 2-11-82 — Sont pris en charge les rôles de régularisation du mois de septembre exercice 1982:

Budget Général

68 Lomé Taxe Progressive	194.475.376	
Taxe " (V.F)	76.437.825	
T.S.D.H.	12.256.688	
		283.169.889
69 Lomé B.I.C	1.152.017.167	
I.G.R	865	
F.N.I	138.530	
		1.152.156.562
70 Lomé Taxe Immobilière	6.055.081	
71 Lomé T.C.P	246.184	
72 Lomé T.E.R.R.	3.526.815	
		1.445.154.531

Budget Communal

68 Lomé Taxe civique	2.269.056	
73 Lomé Patente	992.800	
CA/Patente	162.360	
Taxe Civique	3.000	
		1.158.160
		3.427.216
		1.448.581.737

Arrêté n° 436/MEF/AI du 2-11-82 — Sont pris en charge les rôles de régularisation du mois d'août exercice 1982.

Budget Général

64 Lomé Taxe Progresse	396.198.929	
Taxe " (VF)	61.589.207	
T.S.D.H.	10.996.838	
		468.784.974
		468.784.974

Budget Communal

64 Lomé Taxe Civique	4.604.809	4.604.809
		473.389.783

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'Appel d'offres

Le Maire de la ville de Lomé lance un appel d'offres pour la fourniture de carburants nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1983 du parc automobiles et engins de la commune de Lomé.

Le devis programme de cette fourniture ainsi que tous les renseignements complémentaires pourront être demandés au Secrétaire Général de la Mairie de Lomé contre remise de deux paquets de papier duplicateur 21 x 29,7.

Les soumissions rédigées suivant la forme indiquée au devis programme, devront parvenir, par pli recommandée ou être déposées le 27 Décembre 1982 avant onze (11) heures locales à l'adresse suivante:

Monsieur le Président de la Commission Consultative, des Marchés Présidence de la République à LOMÉ

L'ouverture des plis, qui ne sera pas publique aura lieu dans la salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés.

Lomé, le 17 décembre 1982

E. K. Fourn

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de Bornage

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Le mardi 25 janvier 1983, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bafilo, préfecture d'Assoli, consistant en un terrain ayant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance de 40 a 74 ca, connu sous le nom de Karatchaou et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de M. Hesso-Wouro Gbalaou, à l'Ouest par une rue ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ouradei N'badèrou Essodéni (Nicolas), Père missionnaire demeurant à Alédjo-Kadara, suivant réquisition du 26 mars 1975, n° 6834.

Le lundi 31 janvier 1983 à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dapaong, Préfecture de Tône, consistant en un terrain ayant la forme d'un carré, d'une contenance de 6 a 24 ca, connu sous le nom de Nassablé et borné au nord sud et à l'ouest par la propriété Kombaté Kambarmé au sud par Kanekatora Yao, à l'est par la rue de Togograin ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kombaté Kambiguïdi, Agent de Banque UTB demeurant à Lomé, suivant réquisition du 16 juin 1981, n° 9869.

Le jeudi 27 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchaoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7 a 47 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord par la propriété Senoua K. John, au sud et à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par Akoté B. Lucien dont l'immatriculation a été demandée par Nangbog Barnabo, Fondé de Pouvoirs à l'U.T.B., demeurant à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 13 juillet 1981, n° 9915.

Le lundi 31 janvier 1983 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dapaong, Préfecture de Tône, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 25 a 61 ca, connu sous le nom de Kombonloaga et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des rues en projet, au sud par Kombaté Feidibe ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Nangbog Barnabo, Fondé de Pouvoirs à l'U.T.B., demeurant à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 13 juillet 1981, n° 9916.

Le vendredi 28 janvier 1983 à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchaoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 37 a 50 ca, connu sous le nom de Tchawada et borné au nord, au sud, à l'ouest par la collectivité de Pangalam ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Blao (Nicolas) Abalo Tchalakou, Ingénieur, demeurant à Lomé-Tokoin For Ever (face Ambassade de Corée), suivant réquisition du 27 juillet 1981, n° 9933.

Le vendredi 28 janvier 1983 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchaoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 65 a 17 ca connu sous le nom de Barrière et borné au nord par le ruisseau Kpondjo, au sud et à l'ouest par la propriété Malouro Abdoulaye, à l'ouest par la route nationale n° 1, dont l'immatriculation a été demandée par M. Blao (Nicolas) Abalo Tchalakou Ingénieur demeurant à Lomé-Tokoin For Ever (face Ambassade de Corée), suivant réquisition du 27 juillet 1981, n° 9934.

Le vendredi 28 janvier 1983 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchaoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 31 a 24 ca, connu sous le nom de Tchawada et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité de Pangalam dont l'immatriculation a été demandée par M. Blao (Nicolas) Abalo Tchalakou, Ingénieur demeurant à Lomé-Tokoin For Ever (Face Ambassade de Corée), suivant réquisition du 27 juillet 1981, n° 9935.

Le jeudi 27 janvier 1983 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchaoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 54 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'est par la collectivité de Pangalam, à l'ouest par Palle (Robert) ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Beré Kpatcha, Adjudant de la Gendarmerie demeurant à Lomé, suivant réquisition du 28 juillet 1981, n° 9941.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 23 a 96 ca connu sous le nom d'Aflao Gakli et borné au nord par une réserve administrative, au sud, à l'est et à l'ouest par des

rues non dénommées, dont l'immatriculation a été demandée par M. Paul Emil Meier Directeur de la Société Internationale de Linguistique (SIL) à Lomé suivant réquisition du 3 août 1981, n° 9954.

Le lundi 17 janvier 1983 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 51 ca connu sous le nom de Tokoin-Abovey et borné au nord par les lots n°s 135 et 136, au sud par la collectivité Adadévi, à l'est par le lot n° 133, à l'ouest par la route nationale n° 5 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Ahadji Adjoa Akpédjé commerçante demeurant à Lomé, suivant réquisition du 4 août 1981, n° 9955.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a connu sous le nom d'Aflao-Gakli et borné au nord par le lot n° 1064, au sud par le lot n° 1066, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1059 dont l'immatriculation a été demandée par M. Bruce B. Kodjo, avocat, demeurant à Lomé 27 Avenue du 24 Janvier, suivant réquisition du 5 août 1981, n° 9.956.

Le jeudi 10 janvier 1983 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 49 ca connu sous le nom de Doulassamé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des terrains non immatriculés, au sud par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Byll-Cataria Ahlimba, veuve (François) Kouevi, commerçante à Lomé, suivant réquisition du 6 août 1981, n° 9.957.

Le jeudi 27 janvier 1983 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 10 a 09 ca connu sous le nom de Pangalam-Kédia et borné au nord par le ruisseau Ata, au sud par la propriété Messah K. (Joseph) à l'est par une rue non dénommée, à l'ouest par la collectivité de Pangalam, dont l'immatriculation a été demandée par M. Aniakou Komlan (Gilbert), maître menuisier à Lomé, 86 Bld circulaire, suivant réquisition du 7 août 1981, n° 9.958.

Le mardi 18 janvier 1983, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sanguéra, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 46 a 76 ca connu sous le nom de Kohé et borné au nord et à l'est par la propriété Agbémezian Kpéli, au sud et à l'ouest par la collectivité Kpami, dont l'immatriculation a été demandée par M. Adodo Yaovi, administrateur-civil à Lomé-Nyékonakpoè, suivant réquisition du 11 août 1981, n° 9.964.

Le lundi 17 janvier 1983, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 93 ca connu sous le nom de Tokoin-Abovey et borné au nord par le lot n° 26, au sud par une rue en projet, à l'est par la collectivité Abugeh Hula, à l'ouest par le lot n° 27, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vignizoun Comlavi, tôlier-soudeur-peintre à Lomé-Tokoin-Abovey, suivant réquisition du 11 août 1981, n° 9.965.

Le mardi 18 janvier 1983, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 23 a 83 ca connu sous le nom d'Agouév-Legbassito et borné au nord par Agbodji Nyavi et Sowadan Agbotro, au sud et à l'est par la propriété Saklo Agbotro, à l'ouest par Tokpo Attisso, dont l'immatriculation a été demandée par M. Dosseh Azonwoubo, directeur des P.T.T. en retraite à Lomé, mandataire de la Promaico Sarl, suivant réquisition du 11 août 1981, n° 9.966.

Le mardi 18 janvier 1983, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 ha 26 a 46 ca connu sous le nom d'Agouév-Sogbossito et borné au nord et à l'est par la propriété Gnavi Toglo, au sud par Sekekou Kloumegan, à l'ouest par la propriété Dosseh Azonwoubo, dont l'immatriculation a été demandée par M. Dosseh Azonwoubo, directeur des P.T.T. en retraite, à Lomé, 97 Boulevard Circulaire, suivant réquisition du 11 août 1981, n° 9.967.

Le lundi 17 janvier 1983 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 16 a 73 ca connu sous le nom d'Agouév-Kouvé et borné au nord par la route Agouév-Mission-Tové, au sud par les propriétés Apedo Ewan et Homékou Awi, à l'est par Agbenye-

bou Teyi et à l'ouest par Apedo Ewan, dont l'immatriculation a été demandée par M. Dosseh Azonwoubo, directeur des P.T.T. en retraite à Lomé, 97 Boulevard Circulaire, mandataire de la Promaico Sarl, ayant son siège à Lomé, suivant réquisition du 11 août 1981, n° 9.968.

Le mercredi 5 janvier 1983 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 96 ca connu sous le nom de Tokoin-Nukafu et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 10, à l'ouest par le lot n° 12, dont l'immatriculation a été demandée par M. Komlan Kouma Bessou-Kpeglo, commerçant demeurant à Lomé, suivant réquisition du 12 août 1981, n° 9.969.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 89 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1392 bis, au sud par le lot n° 1391, à l'est par le lot n° 1403, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kuegah Ayoko, épouse Hunlédé, ménagère à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.989.

Le mercredi 5 janvier 1983 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 a 48 ca connu sous le nom de Casablanca et borné au nord par le lot n° 15 bis, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 14 et à l'ouest par le lot n° 16, dont l'immatriculation a été demandée par M. Doe Bruce Gidigidi, employé de commerce demeurant à Lomé, suivant réquisition du 12 août 1981, n° 9.970.

Le mercredi 5 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao-Gakli, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 01 ca, connu sous le nom de Casablanca et borné au nord par la propriété Kponvi, au sud par une rue en projet, à l'est et à l'ouest par les lots n° 4 et 6, dont l'immatriculation a été demandée par M. Abui Yaovi, agriculteur demeurant à Mission-Tové, suivant réquisition du 12 août 1981, n° 9.971.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 10 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 83 ca, connu sous le nom d'Aflao-Gakli et borné au nord par le lot n° 768, au sud par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé, à l'est par le lot n° 760, à l'ouest par le lot n° 758 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme d'Almeida Kokoè, sage-femme d'Etat demeurant à Atakpamé, suivant réquisition du 13 août 1981, n° 9974.

Le lundi 10 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 30 a 32 ca, connu sous le nom de Tamé et borné au nord par une réserve administrative, au sud par un passage, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Tossou Komlan, directeur général de la BTCL, président du Centre de Formation Interbancaire du Togo (CFIT) demeurant à Lomé, suivant réquisition du 13 août 1981, n° 9.975.

Le lundi 10 janvier 1983 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 28 ca connu sous le nom de Tokoin-Tamé et borné au nord par le lot n° 45, au sud par le titre foncier n° 13496 RT à l'est par une rue en projet, à l'ouest par le lot n° 46, dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Ahluwigan Latévi Mawuco, transitaire à Abidjan de passage à Lomé suivant réquisition du 14 août 1981, n° 9977.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného, Préfecture des Lacs, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 11 a 40 ca, connu sous le nom de Nlessi et borné au nord par le lot n° 22, au sud par le lot n° 27, à l'ouest par une rue en projet, à l'est par les lots n° 25 et 28 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Wilson Kpoti Towomasé directeur-adjoint de Goyi-Score, demeurant à Lomé-Kodjoviakopé, suivant réquisition du 17 août 1981, n° 9980.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného, Préfecture des Lacs, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance de 5 a 70 ca, connu sous le nom de Nlessi et

borné au nord par le lot n° 21, au sud par le lot n° 24, à l'est et à l'ouest par des rues en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Wilson Têvi Agbadomé, comptable à Radio-Lomé, demeurant à Kodjoviakopé, suivant réquisition du 17 août 1981, n° 9.981.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 a 22 ca, connu sous le nom de Tokoin-Wuiti et borné au nord par la propriété Gbenyedji, au sud-est par un passage, à l'ouest par le lot n° 3 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kayi Klouvi, commerçante demeurant à Lomé-Nukafu, suivant réquisition du 17 août 1981, n° 9982.

Le mercredi 5 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 00 ca connu sous le nom de Tokoin-Nukafu et borné au nord par le lot n° 37 au sud par le lot n° 39, à l'est par le lot n° 9 et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Soumanou Adjassa Tawacalitou, ingénieur des Travaux statistiques à Lomé, suivant réquisition du 18 août 1981, n° 9983.

Le vendredi 7 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 a 39 ca connu sous le nom de Tokoin-Wuiti et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 14, à l'est par les lots n° 23 et 24, à l'ouest par le lot n° 21 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme veuve Olympio Akoé-lévi, née Lawson, ménagère demeurant à Lomé suivant réquisition du 19 août 1981, n° 9984.

Le vendredi 7 janvier 1983 à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 a 26 ca connu sous le nom de Tokoin-Wuiti et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par les lots n° 24 et 22 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Datévi Etè Adjégninou, employé de banque UTB à Lomé, suivant réquisition du 19 août 1981, n° 9985.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier

d'une contenance de 6 a 28 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 193, à l'est par le lot n° 195 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Monor Messan, entrepreneur à Lomé, 33 rue Aniko Palako, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.987.

Le mercredi 5 janvier 1983 à 11 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 75 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1786, au sud par le lot n° 1784, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 1774, dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, mandataire de M. Amedon Assou Zokpada, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.988.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 7 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 06 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1667, au sud par le lot n° 1664, à l'est par une rue non dénommée, à l'ouest par le lot n° 1654, dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, mandataire de M. Komlan Koudjo (Augustin), suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.990.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 85 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1592, au sud par une rue en projet, à l'est par les lots n° 1586 et 1587, à l'ouest par le lot n° 1584, dont l'immatriculation a été demandée par M. Bawa Bouraima (ex-Michel), greffier au tribunal de Lomé, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.991.

Le jeudi 20 janvier 1983 à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, Préfecture de Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 28 ca connu sous le nom de Kpali et borné au nord, au sud et à l'ouest par des rue non dénommées, à l'est par le lot n° 9, dont l'immatriculation a été demandée par M. Apedo Kossi Dodzi, géomètre-dessinateur à Agoè-Nyivé-Nyivémé, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.992.

Le mardi 11 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance de 5 a 60 ca connu sous le nom de Tokoin-Klikamé et borné au nord par le lot n° 8, au sud par le lot n° 4, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par le lot n° 5, dont l'immatriculation a été demandée par M. Kouassi Koffi (Bruno), employé au C.F.T. (Traction) à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1981, n° 9.993.

Le jeudi 20 janvier 1982 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gbodjomé, Préfecture des Lacs, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 ha 08 a, 21 ca connu sous le nom d'Agovoudou et borné au nord par M. Fessou Adodo, au sud par M. Kloutse Messanvi, à l'est par MM. Dossah (Louis) et Agué Kossi, à l'ouest par MM. Alodjigbé Wodomé et Kokou Gossimiti, dont l'immatriculation a été demandée par M. Brenner Kwami (Martial), directeur de société à Lomé-Nyékonakpoè, suivant réquisition du 26 août 1981, n° 9.994.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 77 ca connu sous le nom d'Aflao-Gakli et borné au nord par les lots n° 1094 et 1102, au sud par le lot n° 1104, à l'est par le lot n° 1103 bis, à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. Edorh Gbéwoanou, employé à la Texaco, à Lomé-Nyékonakpoè, suivant réquisition du 26 août 1981, n° 9.995.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného, Préfecture des Lacs, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 50 ca connu sous le nom de Nlensi et borné au nord par le lot n° 69, au sud par les lots n° 71 et 72, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par la propriété Bruce, dont l'immatriculation a été demandée par M. Wilson Kpoti Towomassé, directeur-adjoint de Goyi-Score à Lomé-Kodjoviakopé, suivant réquisition du 26 août 1981, n° 9.998.

Le lundi 17 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 87 ca connu sous le nom de To-

koin-Dogbéavou et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la collectivité Aklkokou, au sud par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par Kavege (Fidèle), dessinateur demeurant à Lomé, suivant réquisition du 26 août 1981, n° 9.999.

Le mardi 11 janvier 1983 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6a 85 ca connu sous le nom de Tokoin-Klikamé et borné au nord par le lot n° 70, au sud par les lots n° 72 et 73, à l'est par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Atakpamé, à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kathala Ardina, Réceptionniste à l'Hôtel Tropicana à Lomé, suivant réquisition du 27 août 1981, n° 10.000.

Le mercredi 26 janvier 1983 à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lama-Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 13a 10ca connu sous le nom de Dogoyo et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la collectivité Alou Kideyi au sud par la rue Batascome prolongée, dont l'immatriculation a été demandée par M. Saguintaah Lissagoua, Inspecteur de l'Enseignement du 1er Degré, à Kandé, suivant réquisition du 27 août 1981, n° 10.001.

Le vendredi 7 janvier 1983 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3a 97ca connu sous le nom d'Aflao-Gakli et borné au nord par le lot n° 1190 au sud par le lot n° 1192, à l'est par la propriété de la Mission de l'Assemblée de Dieu, à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Klousse Kodjovi Sédzo, Agent Technique de la Santé à l'Hôpital de Sokodé, suivant réquisition du 27 août 1981, n° 10.002.

Le lundi 17 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 a 13 ca connu sous le nom d'Agouévé-Démakpoè et borné au nord par la propriété Aziandjipé Apéléte, au sud et à l'est par Amevo Laba, à l'ouest par Allah Kokouvi, dont l'immatriculation a été demandée par M. Agboleté Kossi, géomètre-dessinateur à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 27 août 1981, n° 10.003.

Le mardi 18 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 20 a 80 ca connu sous le nom de Sanguéra-Amédenta et borné au nord et à l'est par la route Zonoussimé-Amédenta, au sud par Zikpi Nakpo dont l'immatriculation a été demandée par M. Agbolété Kossi, géomètre-dessinateur demeurant à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 27 août 1981, n° 10.004.

Le lundi 10 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Central, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 42 ca et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 8, à l'est par la propriété Simadu et à l'ouest par le lot n° 6, dont l'immatriculation a été demandée par M. Abbey Mathé Biova (Barthélémy), Juge de Paix demeurant à Lomé, suivant réquisition du 7 octobre 1981, n° 10.064.

Le jeudi 6 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 58 ca connu sous le nom de Tokoin-Wuiti et borné au nord par la propriété Soahodé Agblévon, au sud par le lot n° 93, à l'est par le lot n° 96 et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. Abaglo Amah, docteur en médecine demeurant à Lomé-Tokoin Wuiti, suivant réquisition du 21 octobre 1981, n° 10.084.

Le lundi 10 janvier 1983 à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Centre, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 51 ca et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par les héritiers Kossidjin Zankou, dont l'immatriculation a été demandée par M. Foly Kounaké, technicien de la Météo à la Direction de la Météorologie Nationale à Lomé suivant réquisition du 28 octobre 1981, n° 10.096.

Le vendredi 7 janvier 1983 à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 40 ca connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 441, au sud par les lots n°s 437 et 438, à l'est par les lots n°s 443 et 444, à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. Logo

Kossi, gardien de Circonscription à Lomé (Camp d'Adidogomé) suivant réquisition du 2 novembre 1981, n° 10.104.

Le jeudi 20 janvier 1983, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, Préfecture de Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca connu sous le nom de Daviémodzi et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 6, à l'est par le lot n° 5, à l'ouest par la route Lomé-Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par M. Amegblé Kokou, dessinateur-projecteur à la Direction des T. P., à Lomé-Tokoin Hôpital, suivant réquisition du 13 novembre 1981, n° 10.135.

Le mercredi 19 janvier 1983 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a 99 ca connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 2051 au sud par le lot n° 2048, à l'est par les lots n°s 2055 et 2056, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kankarti O. Kalie Kadjola, née Sant'Anna, Assistante Sociale à Lomé, suivant réquisition du 10 décembre 1981, n° 10.172.

Le mardi 11 janvier 1983 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 a 72 ca, connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1202 A, au sud par le lot n° 1200, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1201, dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Kounougnan G. Améleh, maîtresse d'Education Physique, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 23 février 1982, n° 10.292.

Le mardi 11 janvier 1983 à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 02 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1204, au sud par le lot n° 1202 bis à l'est par une rue en projet, à l'ouest par le lot n° 1201 dont l'immatriculation a été demandée par M. Akakpo Kokou Adédissa, comptable-caissier à la B. T. D. demeurant à Lomé, suivant réquisition du 23 février 1982, n° 10.294.

Avis de pertes de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 1877 du territoire du Togo appartenant à la collectivité Agbavito Anoukou Kadagali.

Pour première insertion.

Il est donné avis de perte des Titres Fonciers :

N° 3905 T.T. Vol. XX Fo 179 N° 7249 R.T. Vol. XXXVVI F° 113 N° 7416 R.T. Vol. XXXIII F° 82 appartenant à Madame ANKRA Adjoavi (Léna).

Pour 1re Insertion

